

N°5

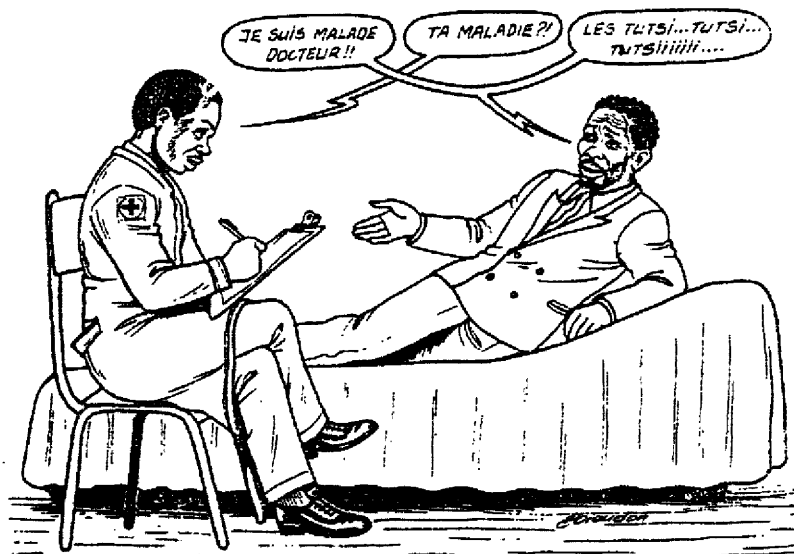
KANGURA - MAGAZINE - VERSION INTERNATIONALE

IJWI RIGAMIJE GUKANGURA NO
KURENGERA RUBANDA
NYAMWINSHI

KC 50563



KANGURA VU PAR LES TUTSI DE RWANDA-RUSHYA - LE SYNDROME KANGURA



Tiré du Journal
RWANDA RUSHYA No 16.

FELICITATIONS: BUYOYA ACCEPTE L'ABOLITION DEFINITIVE
DU REGIME TUTSI AU BURUNDI

ZAIRE : REACTION DE LA COMMUNAUTE HUTU DE GOMA SUR
LES DERNIERS INCIDENTS DE JOMBA - RUTSHURU.

AFRIQUE CENTRALE : POURQUOI L'APPEL A LA CONSCIENCE
DES HUTU?

CEPGL : LES TUTSI VEULENT LE DEPART DE HABYARIMANA ET DE
MOBUTU POUR REGNER SUR LA REGION DES GRANDS LACS

LE DEFI DE L'«IAMSEA»: LES GOUVERNANTS AFRICAINS FACE
A LEUR RESPONSABILITE

BIEN SUEUR INDEPENDANT
DITEUR, GISENYI-INFO
EDACTEUR ET DISTRIBUTION, GISENYI-INFO
P. 19, GISENYI, B.P. 1312 KIGALI

40625 - GISENYI
73586 - KIGALI

Abonnement annuel : Rwanda : 5.000 FRW
Afrique : 12.000 FRW
Europe - Amérique - Asie : 25.000 FRW
Surcote BCR - 14273/14 KIGALI

Le contenu des articles engage

Tiré sur les presses
de l'Imprimerie Nationale du Rwanda

UNE INTERROGATION SUR LE PROJET DE LA NOUVELLE CONSTITUTION AU BURUNDI.

K0150564



«Mentir est une chose, mais convaincre en est une autre». Le gouvernement burundais, le seul maître d'œuvre des violences macabres qui secouent le Burundi, a un nouveau truc. Il tente cette fois-ci de s'engager dans un système pluraliste. Mais c'est un engagement à regret. Le Major-Président Pierre Buyoya ne souhaite que faire de son pays une bonne image puisqu'il aura accepté le multipartisme sans toutefois montrer le moindre geste d'émousser le problème Hutu-tutsi. Or cela n'en est rien. Au Burundi, il y a un projet de constitution qui doit se conformer à la politique pluraliste. A voir la manière et l'ambiance dans lesquelles ce projet est envisagé, l'on affirmerait sans crainte d'erreur que c'est une affaire qui ne sera bénéfique qu'au régime en place. J'avance une telle affirmation parce que :

1.— Le multipartisme arrive enfin au Burundi comme il est bien entendu arrive dans d'autres pays africains contre la volonté du pouvoir de Bujumbura.

2.— La constitution sera étudiée et réalisée par les privilégiés de l'UPRONA (synonyme du pouvoir au Burundi). Comment alors voulez-vous qu'un parti comme le PALIPEHUTU qui est officiellement contesté par l'UPRONA puisse trouver un terrain où œuvrer dans le pays où toute politique sera sous contrôle de la dite Constitution ? Certaines gens qui connaissent mieux la politique burundaise et qui dans le même temps, sont pour une véritable démocratie au Burundi, se déclarent indignés de ce projet de Constitution. Ils proposeraient par ailleurs, non seulement

l'arrêt immédiat de ce projet, mais aussi la suspension de tous les articles de l'ancienne constitution qui entraveraient le début du multipartisme par un décret. De ce faire diverses opinions des différents partis qui se seraient prononcés s'entrechoqueront pour donner les préoccupations de toutes les composantes de la population. Ainsi fait, tous les partis auront à se mettre ensemble pour ériger une nouvelle constitution.

Tout processus répondant à ces deux points ci-haut mentionnés ne fera que consolider la solidarité des tutsi au détriment des hutu et des Twa. Ces derniers sont si minoritaires (1%) qu'ils sont toujours oubliés de la scène politique nationale. Les tutsi pourtant eux aussi minoritaires (14%) gèrent malheureusement la chose publique de façon à écraser la majorité qui représente 85% de la population. Si alors les Hutu ne coalisent pas pour la cause multipartiste qui de fait est imminente au Burundi, toutes les chances de réussite risqueront d'être échafaudées.

Dans tous les cas, il ne sert à rien de ne pas changer de page après plus de 400 ans de domination, sinon

ce serait maintenir là en quel sorte le statu quo sous d'autres mes. Tout le monde devrait savoir qu'au Burundi il ne faut pas seulement avoir le multipartisme mais faut, à juste titre, libérer la population Hutu du joug tutsi. Lors du sommet extraordinaire de la CEPGL (Communauté Economique des Pays des Grands Lacs) s'est tenu à Bandaka au Zaïre le Président burundais aurait demandé au gouvernement rwandais de faire la censure des articles sur le Burundi qui paraissent dans le Journal KANGURA.

Raison : les Hutu du Burundi protestent ces articles pour des passages bibliques. Il est alors à se demander si c'est pour cela qu'un journaliste de la Radio-Télévision du Burundi au nom de NDIKUBWIMANA a été fusillé pour avoir transmis à la presse présidentielle et cela sans savoir un colis posté de Belgique qui contenait des numéros du Journal KANGURA. Un signe que le régime du Président Buyoya n'est pas prêt à se plier à la «Majority Rule» la loi de la majorité.

NYABYENDA Issa.

Monsieur le Directeur,

Avec notre carte qui vous présente nos vœux (bien tardifs) de bonne année 1992 nous envoyons ce petit mot pour exprimer notre satisfaction à l'endroit de votre revue Kangura.

En effet, Monsieur le Directeur, Kangura est l'unique revue qui expose sans complaisance les conflits socio-politiques qui déchirent les relations entre les Hutu et les Tutsi du Rwanda du Burundi en particulier, et qui invite le lecteur à situer ces contradictions dans l'ensemble large des conflits entre les majorités bantoues et les minorités nilo-hamitiques en Afrique centrale-Est.

C'est aussi Kangura qui propose la solution la plus lucide à ces conflits, en invitant les différentes ethniques à se mobiliser et s'unir pour contrer la dictature des minorités et favoriser l'avènement de la démocratie.

Kangura a aussi le courage de proposer cette solution pour le Burundi, et en tant que n°1 du PALIPEHUTU, nous nous réjouissons de cette prise de position et encourageons la sagesse de Kangura envers le peuple hutu du Burundi, actuellement en lutte pour se libérer de la tutelle militaire de la minorité tutsi.

Malgré les quelques ennuis que vous occasionne la publication de Kangura, Monsieur le Directeur, nous vous convions à persévérer sans relâche dans votre noble tâche d'éveil des majorités ethniques pour qu'elles conquièrent une majorité politique et démocratique dans leurs patries respectives.

C'est la condition sine qua non pour la paix et le développement de notre région.

Avec notre haute considération et notre soutien,

Le Comité Directeur du PALIPEHUTU au CANADA,

PALIPEHUTU - CA.
C.F. 1686 - Succursale
Montréal, Québec (C)
Fax (514) 492 378.

LES MENACES DES GRANDES PUISSANCES CONTRE LA GRANDE JAMAHIRIYA.

K0150565

L'identité de la Nation est en danger

Le monde arabo-islamique a connu, depuis la fin du 19ème siècle et jusqu'à la cinquième décennie du 20ème, le phénomène colonial. Ce phénomène a été catastrophique pour le monde arabo-musulman, qui avait été la victime de la pauvreté, de l'ignorance et de la misère.

Lorsque les principaux centres économiques et industriels de l'Occident ont été détruits par les guerres mondiales, celui-ci commença à chercher des ressources de matières premières et des débouchés étrangers pour reconstruire leurs économies. Il trouva dans les pays arabes et islamiques ces ressources et ces débouchés. Ces pays sont d'une part riches en ressources et d'autre part possédant une population qui pouvait être utilisée comme main-d'œuvre à bas prix.

Ainsi les pays européens décidèrent de mettre la main sur le monde arabo-islamique selon un plan déterminé. Ils commencèrent par envoyer des "observateurs", des missionnaires et des spécialistes en sociologie dans nos pays, pour connaître les mentalités et les modes de vie des habitants avant de procéder à l'occupation militaire de nos territoires. Ils semèrent la discorde entre nos pays par les moyens les plus perfides et incitèrent les tribus à s'entretuer, pour légitimer et faciliter à la fois leurs interventions militaires.

L'esprit du Jihad malgré toutes les perversités des conquérants européens s'est réveillé dans la population qui ne cesse pas de résister malgré la faiblesse de ses moyens face à ses conquérants sur-armés. Les stratégies européennes comprirent que la poursuite de la guerre ne leur assurerait pas la stabilité ni la possibilité de s'implanter définitivement dans la terre de l'Islam, car leurs sollogues ont vite compris que l'attachement de nos populations à l'Islam, et au Jihad est indefectible. Alors les colonialistes changèrent d'arme. Il n'est plus question de chercher la victoire par la force mili-

taire, mais ils décidèrent d'attaquer le monde musulman sur le plan de la civilisation et de la culture car le perdant dans cette nouvelle forme de guerre est voué à la perte de son identité et à la disparition en tant qu'entité distincte avec une personnalité propre.

Ainsi l'Occident put, peu à peu, affaiblir l'esprit du Jihad et l'attachement à l'Islam par tous les moyens directs et indirects et par l'infiltration de leurs idées et leurs conceptions par l'intermédiaire des traîtres et les spécialistes en "lavage de cerveau".

L'impérialisme croisé et le sionisme ont donc profité de l'éloignement de certaines de nos populations de l'Islam et ses principes authentiques en criant et encourageant des sectes hérétiques pour diviser la nation et en implantant des missions, des écoles et des centres culturels qui diffusent la culture judéo-chrétienne et dénigrent l'Islam. Ainsi la culture des impérialistes sionistes-croisés s'est peu à peu répandue dans certaines couches sociales. Cette culture qui favorise le laïcisme et le rejet de la religion, en faisant croire faussement aux jeunes que la religion est un handicap à tout progrès social ou économique. Ainsi le modèle occidental est présenté comme une preuve de cette culture anti-religieuse. Car le but de l'impérialisme sioniste-croisé est de tuer l'Islam qui est l'arme infailible que nous possédons et sans laquelle nous sommes voués à la perdition.

Notre voie pour sauver notre nation est de retourner à notre religion lien indéfectible, et guide infailible vers la puissance et le progrès comme l'a prouvée notre passé glorieux au Moyen-Age. Il est indispensable de rejeter tous les moyens médiatiques et audio-visuels et de nous secouer et discerner le vrai du faux en déchirant ce voile que l'Occident s'emploie à maintenir entre nous et la véracité islamique qui est la voie de notre salut.

Les colonialistes occidentaux ont l'habitude de considérer tous les peuples opposés à eux comme des ennemis qu'il faut exterminer. Cette croyance n'a fait que grandir davantage dans leur esprit après l'effondrement du camp socialiste et l'Union Soviétique. Car pour eux, ils sont désormais les seuls maîtres du monde.

Maintenant ces occidentaux s'étonnent beaucoup quand ils entendent une voix s'élever contre leur désir et leurs objectifs hostiles aux intérêts des peuples. Ils méprisent l'existence de tout peuple ou tout Etat qui, pour remédier à sa situation interne propre à lui, essaierait de suivre une autre méthode que la leur ou se choisirait la voie qui lui convient sans prendre en considération leurs consignes qui ne défendent que leurs intérêts et leur hégémonie sur les autres nations.

La folie de la puissance est apparue comme un vrai danger lorsqu'elle est devenue une méthode adoptée pour traiter les problèmes politiques mondiaux. Le colonialisme est alors entré dans une nouvelle phase terrible.

Au même moment où le colonialisme reste le seul à dominer les instruments de la puissance, il est pris de la folie et de la fièvre du racisme et s'amuse à subjuguier et à humilier les peuples, la politique de la soumission totale à l'Occident colonialiste se propage sur une vaste étendue de notre planète.

Cette situation grave a atteint un niveau tel qu'il n'est plus possible de voir aujourd'hui une entité capable de faire un choix contraire à celui des colonialistes sans qu'il ne s'élève la voix du colonialisme ou celle de ses agents pour tenter de matérialiser un nouveau mensonge qui masque l'hégémonie absolue du colonialisme. Ce nouveau mensonge n'est autre que l'idée d'un "nouvel ordre mondial". Ce nouvel ordre qui fait du monde entier une propriété de l'Amérique, un domaine dans lequel

K0150566

L'origine des événements se trouve dans l'intercalation aux niveaux des plus basses couches de la population d'éléments dressés par Mr. Ndereyabandi Clément du Parti BUMWE, en sécurité en 1991 malgré l'attaque qu'il a organisée en août 1990 contre le Camp de Mabanda. Parmi ces éléments il y a surtout de ceux qui ont attaqué Mabanda à partir de la Tanzanie. Ils avaient la tactique de se faire passer pour des éléments du PALIPEHUTU rapatriés.

On retrouve le double fait que des éléments appelés «infiltrés» ne sont pas nécessairement du PALIPEHUTU et qu'ils ne sont pas renvoyés dans une mission spécifique quelque comme on l'apprend de sources gouvernementales. Le corps de sécurité du PALIPEHUTU n'est pas armée et ne pouvait guère s'aventurer à une offensive contre l'armée. Monsieur Ndereyabandi Clément aurait perçu des sommes considérables d'argent pour infiltrer les couches de niveau le plus bas des Hutu pour localiser les coins de forte concentration pro-PALIPEHUTU et les signaler à des agents de la B.S.R. et l'armée. C'était trop facile après l'arrestation des responsables en septembre.

Monsieur Ndereyabandi Clément a été comme proche complice Monsieur Léonidas Sindayigaya (alias bisa) un ancien militant qui après avoir tourné des fonds, a deserté les rangs du PALIPEHUTU pour se rendre aux services de la B.S.R. au début de 1990.

Ce sont les 2 personnes qui ont répandu la rumeur d'un génocide imminent contre les Hutu en octobre novembre 1991. Monsieur Ndereyabandi Clément s'était installé début septembre sur la 14ème avenue de Kamenge pour plus d'efficacité. Ce sont eux qui ont donné les instructions à des hutu pour se préparer à une auto-défense contre les Tutsi. Ces instructions auraient été émises à partir du 21 Novembre à Bujumbura.

Ces personnes originaires de Cibitoke ont confirmé avoir appris cette information le 22 Novembre. Dans les milieux du PALIPEHUTU, les Tutsi n'y ont pas cru de prime a-

bord; c'est le 24 Novembre et le 25 Novembre (les dates diffèrent selon les témoins et leurs communes respectives d'origine) en voyant les militaires en opérations d'arrestation qu'ils ont cru à ce qui était rumeur la veille.

Précisément en communes Mabayi et Rugombo, le nommé Hassan sera très actif. Monsieur Ndereyabandi Clément qui avait déclaré qu'il s'opposerait de toutes les manières possibles à toute action du PALIPEHUTU a atteint son but : saboter la rencontre de Paris, s'assurer d'une place privilégiée dans le concert des criminels après avoir éventré le PALIPEHUTU.

N'étant pas préparés à une quelconque offensive, les membres du PALIPEHUTU n'ont pris que la solution de la fuite.

A Bujumbura, la crise a été déclenchée à 22 h 30' :

* Pendant la première phase, en Zone Cibitoke, l'armée a tué 48 personnes dont :
NTAHOMBAYE Simon
MBUYU Evariste (Chauffeur)
BANCIRYANINO Célestin (Cultivateur)
SINGIRANKABO David

KASAYA Pascal

RUPANDE Augustin.

Les premiers coups de feu, tirés dans toutes les directions provenaient des avenues 6, 7, et 8ème. La police voulait arrêter un hutu contre le gré des siens.

* Au cours de la deuxième phase, l'armée a amené des blindés, des fusils mitrailleurs, des grenades ainsi que des fusils portatifs. Se trouvaient à l'action plus de 800 soldats, et comme les civils tutsi étaient avertis, eux s'enfermaient dans leurs maisons tandis que les Hutu fuyaient à toute jambe. Alors des militaires tiraient sur eux et au même moment défonçaient les portes des maisons des Hutu pour piller tout ce qui leur plaisait : Radios, Téléviseurs, vivres, groupes électrogènes, ustensiles de cuisine,... L'armée a détruit une maison, celle de Baba Yas-

sin. Par après on a dit que cette maison contenait des rebelles armés mais on ne les connaissait pas, personne ne les a jamais vus.

En province Cibitoke

1. La genèse de la crise à Cibitoke.

Cela faisait 3 jours que des agents de la sûreté Burundaise procédaient à des arrestations des membres du PALIPEHUTU à Bujumbura, et que des rumeurs de plus en plus inquiétantes circulaient sur des massacres imminents de la population Hutu par l'armée Tutsi.

En date du 22/12/1991, des membres de la sécurité sont arrivés à Cibitoke, pour informer les militants sur la gravité de la situation : si on n'agit pas vite, nous risquons de subir le sort comme celui de 1972 parce que l'armée a commencé à tuer à Kayanza, Ngozi et ailleurs. La nuit du 22/23 était consacrée à Bujumbura et Cibitoke.

On s'est mis tout de suite à l'œuvre pour se concerter dans les communes de Cibitoke, ce qu'il convint d'appeler une autre auto-défense. C'est le 25/12/1991 : que l'armée avait déjà quadrillé toutes les localités jugées dangereuses (c.à.d. éveillées) pour le pouvoir.

2. L'exécution des massacres.

D'une façon générale, les militaires Burundais ont été mis en débandade par les populations armées de machettes et de flèches; tout le monde fuyait. Ce n'est qu'avec l'arrivée des paracommandos venus de Bujumbura et appuyés par les mercenaires Ougandais et Somaliens (des farouches terroristes) qu'on a pu mater la population révoltée en fuite.

Dans un premier temps, la coalition militaires-mercenaires a évacué les familles Tutsi pour les installer dans les camps militaires.

Dans un deuxième temps, des civils Tutsi accompagnaient l'armée sur les collines, pour lui indiquer les

les ordres de l'Amérique sont exécutés sans révision et fait que les grandes puissances – c'est-à-dire les puissances capitalistes – se coalisent et s'efforcent à faire taire la dernière voix libre dans le monde contemporain. Cette voix qui n'est autre que celle de la Libye libre fait actuellement face à l'occident colonialiste coalisé. Malgré la disparité dans cet

affrontement il reste quand même vrai que la Libye en élevant la voix de la raison, elle remplit une mission humanitaire noble pour servir l'humanité entière.

En effet c'est au nom de tous les hommes libres, de tous les hommes épris de la liberté, de la justice et de la paix que la Libye refuse l'injusti-

ce, la tyrannie, la domination, la naturalisation des faits et la déformation des réalités. D'où il s'avère gatoire pour tous les hommes de dialoguer avec la Libye en lui apportant aide et soutien afin de préserver la dignité de l'humanité entière.

Inch' allah!

NGEZE Hassan

0150567

TOUTE LA VERITE SUR LES MASSACRES EN COURS AU BURUNDI.

Journal KANGURA
C/o Gisenyi Information
B.P. 1312 Kigali – Rwanda
Afrique Centrale

Monsieur le Président de la République Française
Elysée

Objet : Faire la lumière sur les massacres au Burundi

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous présenter l'enquête que le Journal KANGURA a menée sur les massacres en cours au Burundi.

Nous espérons que cette enquête menée objectivement va é-

clairer la communauté internationale qui a toujours été leurée par le régime minoritaire en place à Bujumbura.

Nous vous en souhaitons bonne réception.

C.P.I.

- Monsieur le Président des Etats-Unis d'Amérique
Washington
- Sa Majesté Baudouin Ier
Roi des Belges
Bruxelles
- Les bailleurs de Fonds du Burundi (Tous)

Pour le Journal KANGURA
NGEZE Hassan

Les témoignages suivants ont été recueillis des camps de réfugiés d'Uvira au Zaïre, de Kirambo, Kivu et Nshili au Rwanda. Ils sont synthétisés sous deux titres : les origines et les faits d'abord et ensuite, les personnes jugées par les réfugiés comme principaux acteurs des massacres.

A. Des origines et des faits.

Les faits suivants ne sont que la poursuite des violences entamées par le régime de Bujumbura contre les dirigeants du PALIPEHUTU depuis juillet 1991 :

– Le 8/10/1991 à MUYIRA en province de Bujumbura, des militaires sont venus arrêter 7 person-

nes (tous hutu), mais la population s'est soulevée et a réussi à libérer les victimes.

– Le 7/11/1991 dans le quartier de KAMENGE, toujours à Bujumbura, trois camionnettes remplies de militaires armés arrivent dans ce quartier. Là aussi, la population n'a pas supporté que les siens soient embarqués pour une fin inconnue. Les militaires ont tiré sur la foule qui leur lançait des pierres. Plusieurs personnes ont été blessées mais la population a quand même pu libérer un parmi les trois arrêtés.

– Le 17/11/1991 à Musigati en province Bubanza, l'armée est allée arrêter deux paysans et s'est

heurtée contre la résistance de la population. Ces militaires n'ont hésité à tirer une rafale sur la population et en ont fait plusieurs blessés.

Décus de leur échec, ces militaires ont ramassé deux autres paysans qui revenaient des champs et les ont emportés vers un lieu inconnu.

– Le 21/11/1991 à Gihanga toujours en province Bubanza, des militaires ont arrêté deux personnes, la population a tenté de les libérer mais sans succès. Plusieurs personnes ont été blessées, une autre y a laissé sa vie et deux victimes embarquées. On ne saurait dire s'ils sont toujours vivants.

A cette même date à Muvumba en province Ngozi, l'armée a tiré sur des membres du PALIPEHUTU et lancé des grenades.

– Le 22/11/1991 à Muvumba en province Bubanza, il y a eu l'arrestation de cinq personnes parmi lesquelles des membres du PALIPEHUTU.

Il convient de préciser que le genre d'arrestations était la monnaie courante depuis le début d'Août 1991.

C'est au lendemain de la date du 23/11/1991 que l'armée a des arrestations présageant les massacres à l'image de ceux de 1972 et 1988 : listes préétablies de militaires prêts à tirer, partout tous les lieux, escadrons de préférence prêts à commettre tous les crimes de férocité.

habitations du PALIPEHUTU. Les militaires procédaient à détruire des maisons. Celui qui sortait était immédiatement fusillé sur place, ou poignardé à la baïonnette, pour ne pas gaspiller les munitions, disent les militaires ! On a ainsi égorgé et éventré des hommes, des vieux, des enfants en très bas âge, des femmes, même enceintes. Quand les populations se cachent en brousse ou dans les marais, l'armée fait venir des hélicoptères qui survolent la région à très basse altitude. Résultat : la population panique, sort de sa cachette et les militaires ont ainsi l'occasion de tirer sur tout ce qui bouge. Quand Radio Bujumbura annonce que «les combats» n'ont fait que «quelques morts», il s'agit là d'un cynique euphémisme. En réalité, il s'agit bien d'un génocide, et les morts ne se comptent plus à telle enseigne qu'actuellement il est très difficile d'établir les effectifs—bilan.

3. Les réunions de «pacification», une occasion pour l'armée de manifester sa barbarie.

En date du 27/12/1991, en Province Cibitoke, dans une localité nommée Rwesero, la population a été convoquée pour une réunion que devait diriger un cadre du Parti Unique au pouvoir, l'UPRONA. Arrivée sur les lieux, la population, en majorité Hutu, a été accablée de toutes les insultes. Et pour montrer à la population comment les «ennemis de la nation» (lisez les Hutu) seront châtiés, et pour la terroriser en même temps, un militaire a pris au hasard un jeune pubère d'une quinzaine d'années, l'a mis devant l'assemblée et l'a farouchement égorgé avec un poignard. Prise de panique, la population a tenté de fuir, ce qui fut une occasion pour les militaires présents de tirer dans la foule et de faire ainsi 30 tués parmi des personnes qui étaient venues dans une réunion de «pacification» !!!

— En commune MURWI, on a tué plus de 1.600 personnes. L'administrateur communal a déclaré au public ceci : «Il est demandé à toute personne non-membre du

PALIPEHUTU de se réfugier à la Commune; nos militaires feront la chasse aux ennemis de la Nation». C'est dès lors qu'à commencé les vrais massacres en province de CIBITOKÉ. Après avoir liquidé les dits «ennemis de la Nation», spécialement à Manège et Mirombero, — d'autres ayant fui vers le Rwanda et le Zaïre — Ceux qui s'étaient réfugiés à la commune n'en sont pas sortis tous vivants. La majorité y a trouvé la mort. Plus tard, les tueurs s'étendront jusqu'à BUHA-YIRA et NGOMA à l'aide des armes lourdes et hélicoptères...

— En commune BUGANDA, 36 personnes ont trouvé la mort en date du 27/11/91 et parmi elles on peut citer :

BARANZIRA Siméon
NSANZERUGEZE Jeanne
NSAVYIMANA Hélène
BUDISI Emile
GIKONJO Israël.

Il est à préciser que ces 36 personnes n'ont pas été tuées par les militaires. En effet, au moment où ceux-ci raffaient les collines (NYABUBUYE, KARAMBI, RUGOMA, CUNYU), les civils tutsi allaient en parallèle et achevaient ce qui se présentait à leur passage. On a même recruté un groupe de tutsi rwandais résidant à KABURANTWA. Le groupe comptait 12 personnes et cinq d'entre-elles répondent aux noms de :

— MPFIZI
— KABOYA
— MUVANGE
— GASIMBA
— SEHUKU.

Il n'est pas aisé de déterminer les victimes tuées par les militaires. Le groupe déjà cité a tué 12 personnes à Gasenyi en date du 28/11/1991 à la 6ème Avenue dont :

— AMANI MUKE
— BWEREYEHO
— BIZOHORA.

On a brûlé 22 maisons à GASE-NYI 3ème Avenue. On ne pourrait pas raconter tout ce qu'on

a pillé; à titre d'exemple :

- 3 sacs de haricots
- 18 tôles neuves
- 3 sacs de riz
- 12 houes
- 3 matelas en mousse
- 8 chèvres
- 22 poules
- 2 tables.

Chez un certain KANYABU NDI Mwembo, après avoir foncé son magasin, les militaires ont pris sa camionnette et le contenu du magasin.

Dans le village de RUGO en Commune BUGANDA, les militaires ont tout saccagé le 02/1991 :

— Deux hélicoptères circulaient pendant que l'infanterie munie de mitrailleuses lourdes, de blindés, de grenades et des armes portatives ravageait le village.

Rien de plus odieux et de cynique; ces blindés portaient leurs antennes des drapeaux Croix—Rouge. Evidemment, ça avait diffusé à la Radio qu'il ne fallait pas fuir ou avoir peur le jour où des personnalités de la Croix—Rouge viendront secourir les civils.

Les pauvres Hutu, «assailés du PALIPEHUTU» ont cru aux informations diffusées et ils ont cherché de leur vie. On a amené sur la colline deux Jeep-blindés qui portaient des drapeaux comme à la Radio, et nos naïfs se rassemblèrent pour écouter la bonne nouvelle. Trente minutes plus tard, ils furent vus encerclés par les militaires qui se mirent à les fusiller sans pitié.

En Province de Kayanza

Les autorités de Bujumbura affirment que le camp militaire de Kayanza a été attaqué par des rebelles du Collège de Musema. Or, qui connaît la région, le camp de Musema se situe à exactement 24 Km du camp militaire de Kayanza. N'est pas une pure di-

K0150569

qu'est de faire un pareil montage. C'est vrai, 3 coups de feu ont été entendus dans la ville de Kayanza le 23 novembre mais on a constaté aucun mouvement de militaire, le lendemain et les 3 jours qui ont suivi se sont déroulés en paix. Quelle attaque alors a pu se produire à Kayanza sans alerter l'armée? De nombreuses personnes ont été arrêtées des communes Kayanza, Kabarore, Butaganzwa et Muhanga.

En Province de Muyinga.

Tout a commencé une semaine plus tard le 30 novembre entre une bousculade entre des militaires et un groupe de paysans injuriés et malmenés par ces mêmes militaires. Le prétexte était bon, ils ont procédé à l'exécution de leur mission, arrêter et massacrer des hutu dans les communes de Butihinda, Muyinga, Buhinyuza et Mwakiro. 68 personnes ont été portées disparus de cette province.

B. Les principaux acteurs.

Après la prétendue attaque du PALIPEHUTU, attaque qui selon les propos tenus par le Ministre Mbonimpa Cyprien des relations extérieures les 3 décembre 1991' aurait été menée par moins de 20 personnes armées, une opération génocidaire à l'image de celles de 1971 est dirigée par l'armée contre la population civile d'ethnie Hutu et Twa. Avec l'appui de civils tutsi et de membres de l'administration l'armée arrête et tue sur la base de listes pré-établies. Souvent c'est de nuit que des camions de militaires encerclent des localités entières pour fouiller, arrêter et tuer toute personne de sexe masculin âgée de plus de 12 ans. A la moindre résistance, c'est toute la famille qui est massacrée.

Les auteurs de ce plan machiavélique conçu pour anéantir les Hutu et Twa sur la seule appréhension qu'ils risqueraient de soutenir les partis d'opposition dans un système multipartiste sont:

- Mbonimpa Cyprien, Ministre des relations extérieures,
- Bararunyeretse Libère, Ministre de l'intérieur,
- Mibarurwa Michel, Lieutenant Colonel, Chef d'Etat-Major de l'Armée,
- Maregarege, Lieutenant Colonel,
- Cishahayo, Lieutenant Colonel,
- Semujangari Aloys, Major,
- Gakoryo Lazare, Major,
- Ndiho Jean-Claude, Lieutenant Colonel détaché à la Présidence,
- Kadoyi Aloys, Lieutenant Colonel, Ambassadeur,
- Ndikumagenge, Lieutenant Colonel, Ambassadeur.

Ce plan est résumé par un mot de passe "NDIKADO" à Bujumbura.

Une observation à dégager est que ce sont les mêmes noms qui ont été cités comme provocateurs

des événements de Ntega et Marangara en 1988.

L'attitude du Président Buyoya et de son gouvernement n'a rien de rassurant;

- Un langage politicien pour dire que ce ne sont pas les Hutu qui ont attaqué les tutsi ou vice-versa
- L'affirmation selon laquelle le piège de l'ennemi visait à faire basculer le pays dans des tueries sélectives qu'il faut éviter, alors qu'aucun geste tangible n'est pas posé dans le sens d'arrêter les massacres ou de sanctionner les abus;
- La persistance erronée à charger le PALIPEHUTU d'une attaque imaginaire.

Le tableau suivant fournit une liste non exhaustive des acteurs locaux illustrés par leurs méfaits vis à vis de la population.

1. Commune MABAYI

Noms de Personnes qui tuent ou qui aident les assassins à tirer ou à persécuter le Hutu	Lieu de Résidence	Fonction
1. NTAMASHIMIKIRO Venant	Mabayi	Commandant de brigade
2. NKURIKIYE Pascal	"	Cauffeur
3. Emmanuel	"	Paramédical
4. Gabriel	"	Vétérinaire
5. NTANUHANGA Jérôme	"	O.P.J. Sûreté
6. Gaspard	"	Agro-fôrestier
7. KAGUNYA Tharcisse	"	Chef de charroi
8. NIVYUBURUNDI Salvator	"	Homologue Projet Buhoro
9. MIHAMIRIZO François	Buhoro	Agronome
10. NTETURUYE	"	Agronome
11. Diomède	"	Assistant Agronome
12. Brigade Mabayi	Mabayi	Militaires
13. BISIGANE Gaspard	Mabayi	Admicom.
14. Denis	Buhoro	Comptable Buhoro
15. BENDEKE NDUWUMWAMI Bernard	"	Chef de chantier
16. GAHUNGU	Mabayi	O.P.J. Militaire

2. Commune RUGOMBO

17. BAMBARA Sadam	Cibitoke	Cmt. Dst. CIBIRE
18. Achanase	4e Avenue Rugombo	Dirécoles
19. NDUWUMWAMI Marcien	Cibitoke	Inspécoles
20. Révérien	Rugombo	Pharmacien
21. WAKANA Thaddee	"	Ancien député
22. Projet Mparambo	"	
23. KIRAHIRA	"	Affilié aux Inkotanyi
24. BUKURU	4e Avenue Cibitoke	Ex. militaire
25. NTAGE Benoît	Rugombo	Commerçant
26. NDIKUMAZAMBO Gabriel	Rugombo	Projet Mparambo
27. NIYINDEREYE	4e Avenue Rugombo	Sûretard
28. RUNYAGU Vincent	Rugombo	Secrétaire
29. GAFIRIPIRI	Rugombo	O.P.J. Province
30. NTAMASHIMIKIRO M.	Cibitoke	O.P.J. Sûreté Province
31. NDAYIRUKIYE Pamphile	Cibitoke	Dr. à Bibitoke
32. NDONDO Laurent	Cibitoke	O.P.J. Sûreté
33. NZOYISABA Tharcisse	Cibitoke	Dr. à Cibitoke
34. KAYIBIGI Faustin	Rugombo	Dr. Vétérinaire
35. KAYIBIGI	"	Ex.comptacom. Mabayi
36. Gustave	Cibitoke	Dirécoles
37. Léopold	Rugombo	Sûretard
38. NSABIYUMVA Albin	Cibitoke	Cmt. Ege. Cibitoke
39. Protails	1e avenue Rugombo	Chef de colline
40. Stanislas BUZUGURI	Rugombo	Douanier
41. BIHUTE Donatien	Bujumbura	Méridian Bank
42. Brigade et Camp Cibitoke	Cibitoke	
43. MUKERAHUMBA	"	Adjudant
44. Médard	"	Vétérinaire province
45. GAPARAYI Pascal	"	Agronome Province Cibitoke
46. ZULU	"	O.P.J. Municipale
47. MBONEKO	"	Cmt. Dst. Cibitoke
48. AHISHAKIYE André	"	Chef de zone
49. Mme. SIRIBA	Rugombo	Commerçante
50. SIRIBA Désiré	"	Douanier
51. NDIKUMAGENGE Joseph	Cibitoke	Secrétaire Provincial
52. NTAHIRAJA Evariste	Mugina	Conseiller communal & Hygiène

K0150570

3. Commune Mugina

Noms de Personnes qui tuent ou qui aident les assassins à tuer ou à persécuter le Mutu	Lieu de Résidence	Fonction
53. NKAMURIYE Sabin	Mugina	Admcom. Mugina
54. KUBWAYO Stanislas	Nyeshenza	Commerçant
55. NYAMASHA Raphaël	"	"
56. MAKURUMENSHI	"	"
57. NDATANSE	"	"
58. MAHWEZA J.M.V.	"	Chauffeur
59. NGUYE Louis	"	Enseignant
60. NDUWAYO Stanislas	"	Chef de poste Nyeshenza
61. MADENDE Mélanie	"	Permanent du Parti
62. KOBORO Balchazar	"	Gardien du marché
63. BANDI Joseph	"	Monagri Nyeshenza
64. MUSEMERA	Mugina	Enseignant
65. NTIRUKORA Enos	"	Cultivateur
66. BIZORIMANA	"	Fils Ntirukora
67. GIZA Cyrille	Rugendo	Chef de colline
68. KAYOYA Zacharie	Muyanga	Cultivateur
69. NGOMIRAKIZA	"	Chef de secteur
70. NETEREYE Marc	"	Cultivateur

4. Commune Bukinanyana

71. MUTUMUKWARI Laban	Rangira, Bukinanyana	Cultivateur
72. NOMBAKIZA J. Claude	"	Enseignant
73. Commande de Brigade	Butara	"
74. KAVAMAHANGA André	Ndora	Ex. Enseignant

5. Butumbura

75. FYIROKO Gédéon	Muravya	Major
76. MAKIZIMANA Charles	Bururi	Commandant de District
77. GUSA	"	Capitaine
78. MUKUBAJORO	"	Adjudant Chef
79. EUGAMBIA	"	Caporal-O.P.C.
80. NYAMONDI Balchazar	"	Chef de zone
81. KAYOYA Vénérand	"	Chef de zone
82. BARAMPANGAJE Etienne	"	Chef de quartier Kinama
83. SIZONITO Grégoire	Muravya	Cultivateur 3 ^e av. Mutakura
84. SESAR	"	Chef de cellule
85. KARIKURUSU	"	Commerçant
86. MUGABO	Rwanda	Commerçant 12 ^e Av. MUTAKURA

6. BUBANZA

87. MIBIGIRA	Mwaro	Commandant du Camp Bubanza
88. YAMURENTE	Mwaro	Commandant de la police Munic.
89. NDATIMARJE Liboire	"	Commerçant
90. KIRURU	"	Cultivateur

M.B. : Tous ces hommes se sont accompagnés des militaires et la plupart d'entre eux avaient bénéficié des entraînements militaires. Il faut noter aussi la présence de Réfugiés Rwandais, des Somaliens et Ougandais qui ont pris part dans ces massacres.

7. Commune MURVI

Noms de Personnes qui tuent ou qui aident les assassins à tuer ou à persécuter le Mutu	Lieu de Résidence	Fonction
91. SIMBARUHIJE Daniel	Mwaro	Directeur Général de la Ferme
92. NYAMIBARA Louis	"	Chauffeur
93. NYAGAPASHAMBA	"	Chauffeur
94. GUYICOTI Nicodème	"	Commerçant
95. KAMIRO Déogratias	Murvi	Gérant de la Coopérative MURVI
96. MUDIMO Lazar	"	Commerçant
97. KANYARWANDA Siridion	"	Commerçant
98. NARANASO Bonaventure	"	Militaire et Agent de la sûreté Nationale
99. NDANIKENZAKO Joseph	"	Chef de zone Ndora
100. SEMBWA Déogratias	"	Chef de zone Murvi
101. SERVENDA Marchior	"	Ex. Chef de zone Bucayira
102. NYAMBEBA Pascal	"	Juge Président
103. KAYIJAMBE Frédéric	"	Pasteur protestant

8. Commune BUGANDA

104. NGENZANAYO Libert	Buganda	4 ^e Avenue	Conseiller communal
105. KAMIRA Antoine	"	3 ^e Avenue	Ex. Administrateur
106. SAKINDI	"	7 ^e Avenue	Frère
107. SIZONITO Damas	Kagunuzi	"	Chef de zone
108. NYONIZEYE Charles	Buganda	4 ^e Avenue	Commerçant
109. GASIMBA Claver	Buganda	7 ^e Avenue	Commerçant
110. KAKONO Célestin	Buganda	3 ^e Avenue	Juge
111. JACKSON	Buganda	3 ^e Avenue	Enseignant
112. MBISAMAKORO	Museveni, Ndava	"	Chef de Secteur
113. MISAGO Emmanuel	Buganda	5 ^e Avenue	Ex. Chef de zone Buganda
114. BUNYOGOZA Isidor	Buganda	3 ^e Avenue	Commerçant et Chef du Parti
115. RUSAKE Pierre	Buganda	2 ^e Avenue	Percepteur
116. KIZAGE Antoine	Buganda	2 ^e Avenue	Moniteur Agricole
117. KIZAGE Pascal	Buganda	2 ^e Avenue	Greffier
118. RUZIGA	Buganda	1 ^{er} Avenue	Cultivateur
119. NKIZABAYOBE	Buganda	4 ^e Avenue	Elève
120. MPFIZI	Buganda	2 ^e Avenue	Commerçant
121. BUTEGAND-BIZIMANA	Buganda	9 ^e Avenue	Commerçant
122. MBANZA	Buganda	6 ^e Avenue	Commerçant
123. MAKERA Venant	Buganda	6 ^e Avenue	Commerçant
124. SEHUKU Jean	Buganda	7 ^e Avenue	Enseignant
125. GAKUNGU Justin	Buganda	4 ^e Avenue	Chef d'Etat Civil. Com. Buganda
126. KAMANA Lazar	Buganda	3 ^e Avenue	Cultivateur
127. KABOKO Joseph	Buganda-Kugoma	"	Cultivateur
128. KARAKE Antoine	Buganda	3 ^e Avenue	Police municipale. Com. Buganda
129. NDUWAYO	Buganda	3 ^e Avenue	"
130. BIKWETO Fidèle	Buganda	3 ^e Avenue	Guerrier

M.B. : Tous les Réfugiés Rwandais éclairaient et accompagnaient. Les militaires, Ougandais et Somaliens en massurant les populations Rutu. Les Camps militaires ont joué un rôle prépondérant pour les exécutions.

LA COALITION MDR - PL - PSD DANS LE PIEGE DE L'ENNEMI

Le fameux "comité de concertation" MDR-PL-PSD dominé par les tutsi du FPR, PL interposé, ont organisé mercredi 8 Janvier 1992 une manifestation monstre à Kigali. Celle-ci avait pour but de demander la démission du Gouvernement récemment mis en place par le Premier Ministre Sylvestre Nsanzimana.

Nous avons toujours mis en garde les partis MDR - PSD représentant la majorité de la population rwandaise contre les visées du Parti Libéral qui est à la solde de l'ennemi. On se demande quand ces deux partis comprendront que le Parti Libéral coopère étroitement avec les Inyenzi - Inkotanyi du FPR qui n'a d'autres objectifs que le retour à la monarchie et la soumission de 85 pour cent de rwandais à l'exclavage. Il est cependant bien dommage de voir ces deux partis suivre aveuglement le PL dans toutes ses machinations.

Les organisateurs de la manifestation de mercredi 8 Janvier 1992 en premier lieu le Parti Libéral avaient des objectifs très criminels. Ils avaient manipulé la population pour qu'elle affronte les forces de sécurité pour obliger celles-ci à intervenir, espérant que lors d'éventuels affrontements, il y ait des victimes. Quel cynisme! Heureusement rien n'y fut. Le peuple rwandais est suffisamment mûr, il aime ses forces armées et vice-versa. L'ennemi après avoir été vaincu au champ de bataille veut rectifier le tir et changer de front.

Il tente à tout prix à faire oublier ses visées et détourner l'attention du peuple rwandais, qui a toujours été et reste vigilant. Hormis les problèmes ethniques que l'ennemi a attisé mais en vain depuis son agression le 1 octobre 1990, l'ennemi a changé de stratégie en évoquant des problèmes régionaux, en cherchant

à présenter le Président HABYRIMANA comme ennemi numéro un de son pays. C'est une vieille tactique puisqu'elle a été utilisée Museveni et ses mercenaires lors son accession au pouvoir en 1986.

Museveni, l'actuel Président ougandais, alors dans le maquis a réussi à retourner l'armée ougandaise contre son peuple. D'où les massacres auxquelles se livraient les soldats ougandais, une situation Museveni exploita à bon escient.

C'est cette méthode que le FPR, veut employer par le biais certaines formations politiques spécialement le Parti Libéral. Mais l'ennemi ignore que le peuple rwandais est uni à jamais, qu'il soutient son armée qui l'a sauvé de l'esclavage dans lequel le FPR allait le soumettre. La patrie ou la mort, nous mourons!

K0150571

BURUNDI: TROP C'EST TROP.

Mentir est une chose, mais convaincre en est une autre. Le Gouvernement Burundais est le seul maître d'œuvre des violences qui ravagent le Burundi. Ces violences se sont intensifiées dès juillet 1991. Le peuple Hutu est victime d'une machination machiavélique du régime du Major Buyoya.

Le Gouvernement Burundais a fait état des attaques aux armes lourdes et légères dans les villes de Bujumbura, Cibitoke, Buzanza et Kayanza contre des camps militaires et des objectifs civils (stations de radio, des ponts, les lignes électriques, etc...).

Les attaquants, selon le même Gouvernement, seraient des éléments drogués, des gens infiltrés au Burundi à partir du Rwanda et de Tanzanie. Des accusations mensongères et sans fondement sont courantes au Burundi; venez-vous des montages de 72 faisant croire à des attaques de des éléments armés venus de Tanzanie; il s'est avéré par la suite que ces attaques n'avaient jamais lieu, qu'il s'agissait de l'application du plan SIMBANANIYE Artson. Ce plan visait l'élimination de 3.600.000 hutus (soit 72 % de la population totale) pour ramener la proportion des Hutu dans la population Burundaise à chiffre égal à celui des tutsi (14 % Hutu 14 % Tutsi). Rappelons qu'en 1992 la population burundaise était estimée à 5.000.000 d'habitants dont 84 % de HUTU, 14 % de TUTSI et 1 % de TWA.

En 1988, le Gouvernement Burundais accusait des éléments rwandais, réfugiés au Rwanda d'avoir attaqué le Burundi dans les communes de NTEGA et MARA-MARA. Il s'est avéré par la suite qu'aucune personne du Rwanda n'avait jamais été impliquée dans ces événements et que c'était la mise en œuvre du même plan SIMBANANIYE.

Les massacres de Hutu actuellement en cours au Burundi, suite aux prétendues attaques perpétrées par des Hutu du PALIPEHUTU visent les même objectif à savoir l'élimination des 85 % des Hutu vivant au Burundi.

Quelques faits saillants montrent à suffisance l'innocence des Hutu et le mensonge flagrant des autorités burundaises:

1. Au lendemain des attaques, la Radio Nationale faisait état des coups de feu dans les quartiers populaires de la ville de Bujumbura, ainsi que dans les centres urbains de Cibitoke, Buzanza et Kayanza. Des tirs aux armes lourdes ont été entendus dans les camps militaires de Bujumbura (MUHA, BASE, MUZINDA, Institut Supérieur des Cadres Militaires -ISCAM) ainsi qu'à la présidence de la république et à l'Etat Major de l'Armée.

Comment explique que des réfugiés à peine rentrés d'exil puissent ramener avec eux des canons sans être interceptés par les forces de l'ordre?

2. Dans une situation aussi grave, telle qu'elle était décrite, aucun couvre feu n'a été instauré. Le Président Buyoya a préféré rester à Paris!
3. Comment expliquer que ces mêmes gens s'attaquent à des quartiers populaires, habités par plus de 90 % de Hutu, alors que les Hutu sont parmi ceux que le PALIPEHUTU veut libérer?

Comment expliquer que ces mêmes gens puissent introduire des armes dans des endroits aussi stratégiques et gardés comme des camps militaires, la présidence de la république, l'état major de l'armée?

Comment expliquer que les as-

saillants n'aient jamais été aperçus par la population? Le Ministre de l'Intérieur lui-même a reconnu que les coups de feu qu'on entendait étaient tirés par les militaires et non par les assaillants.

Comment expliquer que le PALIPEHUTU organise une attaque contre le Burundi alors que tous ses coordinateurs se trouvaient en prison et que son Président était au rendez-vous avec le Major Buyoya à Paris?

4. Comment expliquer qu'après l'arrestation des leaders et l'intelligence Hutu en juillet, août, septembre, octobre, novembre, la flambée ait lieu le 24 novembre au moment où devait s'opérer une rencontre entre le Président Buyoya et le Dr Karatasi Président du Palipehutu?

D'autre part il est surprenant que la commission d'enquête passe sous silence les multiples emprisonnements ainsi que les cadavres de Hutu assassinés à Ntega et retrouvés dans l'Akanyaru début septembre 1991. N'est ce pas de la violence? La source de la violence, il faut la chercher dans les institutions burundaises monothétiques tutsi, l'armée, la sécurité, le corps judiciaire, ... ainsi que dans la dictature tutsi.

Le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (PALIPEHUTU) estime que le régime de Bujumbura se trouve actuellement aux abois face au courant des démocraties qui secoue le monde. Incapable de l'éviter, il fait tout pour éliminer d'abord les Hutu et leurs élites avant d'instaurer un régime pluraliste au Burundi.

C'est ainsi que depuis le mois de juillet 1991, le Gouvernement procède à des arrestations massives des Hutu dans le but de provoquer un soulèvement populaire pour ensuite le mater dans le sang. Dans sa sagesse et bonté séculaire, le peuple Hutu n'a pas réagi à ces provocations dans le sens prévu par le pouvoir.

Face à l'attitude trop pacifique de la population Hutu, l'armée burundaise a simulé des attaques aux armes lourdes et légères dans les camps militaires, les quartiers populaires de Bujumbura et les autres provinces ci-haut citées. Des rumeurs de coup d'état ont été faites circuler dans le pays, rumeurs selon lesquelles des militaires partisans de Bagaza (ex-Président de la république) avaient l'intention de s'emparer du pouvoir dans le courant de la même nuit du 23 au 24 novembre 1991. C'est le même genre de scénario qui a été mis en jeu en 1972 lorsqu'on a fait croire à la population que les Hutu voulaient restaurer la monarchie en ramenant au pouvoir le Roi Ntare V. Ces rumeurs aujourd'hui vérifiées, visaient à brouiller les esprits sur le nouveau génocide contre les Hutu. Tout n'était qu'une mise en scène !!

En effet, la commission internationale d'enquête sur les événements en cours au Burundi vient de révéler entre autre ce qui suit :

a: Les échanges de tirs autour des camps militaires de Bujumbura entre le 23 et le 27 novembre ont été effectués par des éléments des forces armées burundaises pour simuler une attaque.

b: Le premier ministre SIBOMANA avait été déjà invité à la réunion de crise tenue à l'état major de l'armée avant que les coups de feu ne soient entendus autour de sa résidence, le 23 novembre 1991.

c: Les civils Tutsi et les objectifs matériels présentés par les autorités gouvernementales et les médias burundaises comme ayant été victimes des attaques du PALIPEHUTU, dans les provinces de Bubanza et Cibitoke se sont avérés en témoignages fictifs, inventés pour compléter le décor du montage. Des civils Tutsi avaient été déplacés par l'armée vers les camps militaires, longtemps avant le 23 novembre 1991.

Toute personne honnête devrait comprendre que les méthodes de l'armée burundaise pour exécuter le plan SIMBANANIYE n'ont pas changé, et que la présence de plus d'éléments Hutu au sein du gouvernement a rendu l'opération plus subtile que dans le passé. L'armée monoethnique du Burundi a organisé les massacres de 1972 (300.000 morts en deux mois), les tueries sauvages de NTEGA et MARANGARA en 1988 (60.000 morts en un mois) et les massacres en cours dont le bilan s'alourdit de jour en jour.

L'armée burundaise continue d'être loué pour :

a) Près de 20.000 morts en 5 semaines. Des familles entières ont été exterminées. On a vu des ruisseaux de sang des Hutu coulant dans les petites rues de Bujumbura, des cadavres entassés un peu partout. Des fosses communes sont creusées à Bujumbura, Musinga, Murwi, Ndora, Mabayi, Buganda, Bukinanyana, etc... elles renferment chacune plus de 150 cadavres.

Les militaires défoncent les portes des maisons des Hutu, égorgeant tous les occupants; les femmes sont d'abord emputées de leurs seins avant d'être décapitées, les hommes sont éventrés, châtrés à la baillonnnette pour des fins de la grossière sorcellerie Tutsi.

b) Bombardement à l'hélicoptère et aux bombes incendiaires de villages de Muzinda, Kaburantwa, Murwi, Bukinanyana, Buganda,...

c) Plus de 60.000 réfugiés dont 45.000 au Zaïre, plus de 10.000 errant en Tanzanie et plus de 10.000 au Rwanda.

Pourtant de tels actes sont condamnables par la loi burundaise, par la soi-disante Charte de l'Unité Nationale du Burundi et par les Conventions Internationales sur les Droits de l'Homme. Il est par conséquent urgent : que le Conseil de

Sécurité des Nations Unies condamne l'armée burundaise pour nombreuses violations de la convention de NUREMBERG et qu'une aide internationale consistant en une force de paix soit décidée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, pour secourir le peuple menacé de disparition.

Le paysage politique du Burundi doit changer sans délais : le crier et le programme politique major Buyoya sont inadmissibles pour le peuple burundais. La Charte de l'Unité Nationale, le Gouvernement paritaire Hutu-Tutsi et autres mascarades n'étaient que la poudre jetée aux yeux des dirigeants et de l'opinion internationale, ce qui regarde les issus de sortie politique, le PALIPEHUTU a déjà géré à son Excellence le Président du Burundi, outre les réformes de l'armée, ce qui suit :

— Qu'une amnistie générale soit faite à toutes les personnes damnées ou arrêtées.
— Que le problème des réfugiés soit examiné à la lumière des recommandations exprimées par ce Conseil et qu'il soit organisé une ronde sur ce sujet avec leur participation effective.

Concernant le projet de démocratisation :

— Que l'adoption du principe multipartisme intégral doit permettre au peuple burundais de s'exprimer librement par la presse, le débat politique, le libre choix de son orientation politique ainsi que de ses représentants soit proclamée solennellement par un décret-loi sur les partis politiques.

— Que désormais la séparation des affaires de l'Etat et du Parti PRONA soit effective. Le Conseil exécutif de l'UPRONA doit cesser de jouer le rôle de l'organe législatif du pays.

— Que pour l'ordre, un gouvernement de transition résultant d'une concertation entre tous

K0150573

Les Gouvernants africains face à leur responsabilités: Le défi "I.A.M.S.A."

L'institut Africain des Statistiques et de l'Economie Appliquée (IAMSEA) permet de tester le pouvoir de décision et les performances politiques du gouvernement rwandais de "transition" en matière de coopération internationale. Les bouleversements politiques en Afrique n'ont pas laissé indifférent le fonctionnement des institutions régionales qui n'en étaient pas encore à leur niveau de croisière. Souffrant déjà des problèmes de cotisations des Etats membres et de mauvaise gestion administrative et financière, l'IAMSEA qui aurait dû normalement ouvrir l'année académique en septembre 1991 voit toujours ses portes fermées, la plupart des bourses de ses étudiants non versées ainsi que le personnel tant enseignant qu'administratif non payé faute de Directeur.

Fondé en 1976 sous l'égide de l'Organisation Commune Africaine et Malgache (OCAM), l'institut accueille des étudiants des pays ayant adhéré à la Convention portant sa création, à savoir: le Bénin, le Burkina Faso, la République Centrafricaine, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Togo, le Sénégal et le Rwanda. Il accueille prioritaire-

ment aussi les ressortissants des autres pays africains francophones: Le Burundi, le Zaïre, le Mali, le Tchad, Madagascar, Ile Maurice...etc. Il reçoit en moyenne 60 étudiants, candidats ingénieurs. C'est donc une pépinière de futurs hauts cadres africains et certains des anciens de l'IAMSEA occupent des postes stratégiques dans l'économie de leurs pays respectifs et ont même reçu des portes feuilles ministériels.

L'institut est administré par un Conseil d'Administration présidé à tour de rôle par les ministres des Etats membres et ayant les statistiques dans leurs attributions. Le Président est assisté d'un Vice-Président qui doit être le Ministre Rwandais ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions. Enfin les activités quotidiennes sont gérées par un Directeur nommé par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se réunit annuellement pour voter le budget, en ordonner l'exécution et fixer le calendrier de l'année académique.

Blocage dans le fonctionnement de l'IAMSEA.

Compte tenu de la situation

politique qui prévalait au Togo, la réunion du Conseil d'Administration qui devait se tenir à Lomé en mai 1991 n'a pas pu avoir lieu comme prévu. Le Président en exercice, le Ministre Nigérien de l'Economie et des Finances, avait alors approché le Rwanda pour qu'il accepte d'abriter la réunion du Conseil d'Administration et le Rwanda fait l'objet d'un mémorandum, adressé à tous les Etats membres et aux organismes donateurs, faisant état de sérieuses accusations pour abus dans la gestion et la conduite de l'Etablissement.

Les étudiants avaient alors revendiqué la démission du Directeur, le Burkinabé Idrissa GUIRA. Ne voulant pas que la réunion du Conseil d'Administration eu lieu en présence des étudiants dans un climat aussi tendu, le Directeur a mené des démarches pour reporter la réunion au 24 juillet 1991, les vacances devant débiter le 20 juillet 1991. Pour des raisons liées à la tenue de la Conférence nationale au Niger durant la période allant de juin à septembre 1991, le gouvernement Nigérien avait été dissous et le Niger qui assurait la Présidence du Conseil d'Administration n'était pas à même de convoquer la réunion. D'où le report qui fut rendu éternel par la complication des situations politiques dans d'autres pays. Sans budget de fonctionnement qui aurait dû être voté par le Conseil d'Administration, il fut décidé de reporter la rentrée de septembre 1991 et ce jusqu'à ce jour...

La Balle est dans le camp de Cyubahiro.

Suite au report de la rentrée, la Direction de l'Institut en profita pour adresser une lettre aux Etats membres demandant que tous les étudiants soient retenus chez eux jusqu'à nouvel ordre. Le sommet de la francophonie tenu à Chaillot le 19 novembre 1991 apporta une lueur de solution au problème. En effet, le Président du Conseil d'Administra-

BURUNDI: TROP C'EST TROP (suite)

partis politiques déjà exprimés et formé dans les meilleurs délais. Il serait dirigé par un premier ministre issu de la principale formation politique ou coalition de l'opposition.

- Que le principe de l'organisation d'une conférence nationale où tous les partis politiques seraient conviés soit accepté. Cette conférence garantirait une préparation soignée et crédible d'une constitution qui, comme partout ailleurs, serait la consigne fondamentale et inviolable des droits et obligations de chaque citoyen. La conférence nationale doit conférer au Burundi une commission législative provisoire qui préparerait le projet de constitution

à soumettre au référendum populaire. La conférence nationale débattrait entre autres des orientations véritablement démocratiques pour le programme de redressement économique.

Le PALIPEHUTU reste ouvert à tous les Burundais et au dialogue, unique voie pour établir la paix, l'unité et la démocratie au Burundi.

VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE CONTRE LE GENOCIDE ET TOUTE VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME.

Tranbjerg, le 4 Janvier 1992
Dr. KARATASI Etienne
Président du PALIPEHUTU.

K0150574

tion (Niger), le Vice-Président du Conseil d'Administration (Rwanda) et le Directeur du Centre Européen de Formation des Statisticiens des Pays en voie de Développement (CESD) se concertèrent en marge du sommet pour mener ensemble des démarches auprès des bailleurs de Fonds (FAC et CEE notamment).

Il obtinrent gain de cause et un financement pour 4 mois fut acquis à condition que le Directeur de l'IAMSEA accusé de mauvaise gestion soit d'abord remplacé. Le Président du Conseil d'Administration décida de suspendre Mr Idrissa le 1er décembre 1991 et donna mandat au Vice-Président, le Ministre Rwandais de l'enseignement supérieur de désigner un Directeur intérimaire qui aurait à organiser la rentrée académique et assurer le fonctionnement de l'institut jusqu'à la tenue de la réunion du Conseil d'Administration.

Le pouvoir de décision du Ministre CYUBA-HIRO mis à l'épreuve.

Depuis le 1er décembre 1991, date de la suspension de son Directeur, l'Institut ne connaît pas de fonctionnement normal. Personne n'est habilité à ordonner le retrait de fonds pour payer le corps professoral, dont la totalité est en place, et le reste du personnel. Les organismes donateurs de bourses aux étudiants, notamment le PNUD et le FED, ont arrêté le versement de bourses tant que la rentrée n'aura pas eu lieu, alors que la majorité des étudiants, après l'annonce de la suspension du Directeur et de l'ouverture académique qui était prévue en début janvier 1992 ont fini de regagner l'Institut et ont des difficultés pour trouver les moyens de subsistance.

Acculés, par ces difficultés, les étudiants ont envoyé une délégation auprès du Vice-Président du Conseil d'administration, Mr CYUBA-HIRO en date du 27 novembre 1991 pour s'enquérir du délai pendant lequel il fallait encore attendre la no-

mination d'un Directeur intérimaire et qu'enfin la vie puisse reprendre normalement à l'institut. Celui-ci a promis pour fin décembre et aujourd'hui il semble éviter de rencontrer les messagers des étudiants qui ne savent plus à quel saint se vouer. Serait-ce au Président de la République ou alors au Premier Ministre d'approuver la nomination d'un fonctionnaire tant attendu? En attendant les étudiants pensent organiser des manifestations pour sensibiliser les autorités rwandaises sur leur sort qui est devenu très délicat.

L'Unité africaine menacée.

Faudrait-il nécessairement que l'on en arrive à une situation aussi confuse? Des rwandais capables de remplir les fonctions de Directeur intérimaire de l'IAMSEA, il y en a une multitude. Sans devoir aller loin, le fait qu'une institution d'une aussi grande importance soit implantée au Rwanda constitue un avantage économique et culturel certain. Et si le problème persistait, qui sait si les Etats membres ne finiraient pas par décider de la fermeture définitive de cet Etablissement? Ce serait un recul dans le temps et l'ambitieux plan d'action de Lagos visant l'intégration économique de l'Afrique en subirait un coup dans la mesure où se serait là une preuve comme quoi la viabilité des institutions africaines ne tient qu'à d'impétueuses déclarations d'intentions

politiques. Les responsables d'échec de ce genre devraient admettre que l'Histoire les traite non d'hommes politiques, mais plutôt d'ignominieux fossoyeurs de la dignité africaine.

L'inquiétude soulevée par le problème de l'IAMSEA rappelle:

- la disparition de l'East African Community qui a cédé aux fantasmes d'Idi Amin Dada.
- la dislocation de l'Organisation Commune Africaine Malgache.
- la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs qui bute actuellement aux rivalités ethniques entre Hutu et Tutsi.
- à l'agonie dans laquelle se trouve la compagnie Air Afrique : entre aux rivalités nationalistes avant l'intervention musclée de la France. Celle-ci avec la complicité du vieux Houphouët Boigny imposa Yves Roland en vue de permettre à la compagnie française UTA de recouvrer ses créances chez Air Afrique et d'assurer le monopole du marché aux seuls transporteurs aériens.
- la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest où se casse la figure devant le problème libérien et enfin à l'Organisation de l'Unité Africaine qui demeure impuissante devant les crises qui déchirent le continent africain.

SIMBIZI Stanislas

ITANGAZO.

IBIRO NTARAMAKURU
BYIGENGA GISENYI—INFORMATION biramenyesha abasomyi ba KANGURA ko nimero nshya yasohotse ikaba ibarizwa ku Gisenyi — Mahoko — Kora — Mukamira — Ruhengeri — Gakenke — Vunga — Kabaya — Ngororero — Nyirangarama — Kigali — Kabuga — Gitarama — Nyanza — Butare — Gikongoro — Cyangugu — Bugarama — Kirambo — Byumba — Kibungo — Nyagatare no ku Kibuye.

Musome, musomeshe
KANGURA, ikinyamakuru cyigenga.

BIMENYE NABYO

Ukimara gusoma iyi KANGURA

hita ubariza aho usanzwe ugiye gukurira KANGURA MAGAZINE VERSION INTERNATIONAL kuko harimo amakuru ahuye n'ibyo twatuye. Niba kandi ariyo ugiye mu ntoki zawewe, basabe KANGURA No 30 kuko ariyo yasohotse.

Tubonye yeho ko buri gihe hazajya hasohotse KANGURA ebyiri : iyanditse mu Kinyarwanda ku bumva urwo rwuburira, n'izajya yandikwa mu Gifaransa no mu zindi ndimi kugira ngo abanyarwanda banyarwanda banyarwanda ibibera mu Rwanda no mu Burundi ndetse na Zaire. Ngaho rero niba usababwirako KANGURA zanyu. Igiciro cyacya kindi : 100 FRW.

La guerre totale des tutsi: une menace réelle qui pèse sur le Rwanda et l'Afrique Centrale. K0150575

Les récents événements sanglants qui ont secoué le Burundi et endeuillé des centaines de familles hutu ont envinimé les relations entre le Rwanda et le Burundi, déjà fragilisées depuis des mois. En effet, depuis le 1^{er} déclenchement de la guerre dite d'octobre 1990, au nord-est du Rwanda, le gouvernement rwandais n'a pas cessé de dénoncer avec des preuves indéniables à l'appui, la complicité du gouvernement burundais dans la crise. Pour lui renvoyer la balle, le gouvernement burundais vient d'accuser faussement le Rwanda d'avoir prêté main forte aux rebelles du Palipehutu en leur offrant un camp d'entraînement. Mais le gouvernement burundais ne s'en tient pas là. Bien au contraire il va plus loin:

— il se livre à des actes d'intimidation des familles rwandaises vivant régulièrement ou irrégulièrement au Burundi.

— il organise des fouilles systématiques dans les domiciles des diplomates rwandais. Chose ahurissante, même la maison du Chef de mission a été fouillée.

— il refuse aux diplomates rwandais d'exercer pleinement leurs droits consulaires dont la protection de leurs compatriotes qui cherchent asile dans l'enceinte de leur ambassade.

— il refuse également que les agents de l'ambassade du Rwanda à Bujumbura suivent les interrogatoires que subissent leur compatriotes. Tous ces actes constituent une pure provocation et à ce que je sache ne surprennent personne, du moins parmi les personnes averties. Parce qu'ils s'inscrivent parfaitement dans une philosophie ethniste approuvée et soutenue par tous les régimes burundais qui se sont succédé à Bujumbura. Laquelle philosophie consiste à aider par tous les moyens les réfugiés rwandais monarchistes tutsi à reconquérir leur pouvoir au Rwanda.

Le triomphe des Hutu du Rwanda dans les années 1960 par la voie démocratique, sur la domina-

tion et l'exploitation millénaires de la race tutsi a inspiré la peur et le doute chez les tutsis du nord du Burundi qui depuis peu entrevoyaient déjà la déchéance prochaine de leur royauté. Cette douloureuse prise de conscience engendre deux réactions. D'une part les Tutsi du Burundi se déterminent à ne pas lâcher les rennes du pouvoir (détenus depuis les temps immémoriaux) au mépris du jeu démocratique nouvellement initié. Parmi les sabotages de la jeune démocratie, citons deux cas à titre illustratif.

1^{er} peu avant sa mort, le Prince Louis Rwagasore, fondateur du Parti UPRONA lequel parti venait de remporter les élections, avait déjà proposé Paul Mirerekano (Hutu) au poste de Président National du Parti UPRONA. Mais après son assassinat les extrémistes tutsi s'y opposèrent. Il s'agit d'André Muhirwa, le nouveau premier ministre d'alors, Jean Ntiruhwana, ministre de l'intérieur déclaraient: "Paul Mirerekano est très bon, il a un cœur d'or et il a énormément œuvré pour le parti et à l'accession du Burundi à l'indépendance, mais en aucun cas, nous ne pouvons confier le parti UPRONA à un Hutu". (F.B. Kiraranganya, La vérité sur le Burundi, 1977, p. 37).

2^e Rwagasore assassiné, c'est normalement le Vice-président Pierre Ngendandumwe qui devait former le nouveau cabinet. Mais le Roi MWAMBUTSA lui préféra son gendre André Muhirwa violant ainsi la jeune constitution. Pourquoi? Parce que selon ces extrémistes tutsi, ... il était impensable qu'un hutu soit chef du gouvernement "(F.B. Kiraranganya, op. cit. P 43). Ainsi Pierre Ngendandumwe et Paul Mirerekano vanaient d'être écartés des hautes fonctions d'Etat pour leur appartenance ethnique. D'autre part il va se développer un sentiment de solidarité entre les Tutsi déchus du Rwanda et ceux du Burundi sentant la fin de leur hégémonie prochaine. Objectif? Traquer tout ce

qui est hutu. Cette solidarité porte ses premiers fruits entre 1962-1967, période au cours de laquelle le Rwanda endure de nombreuses agressions des réfugiés rwandais tutsi en provenance du Burundi, mais aussi de l'Uganda. Depuis la naissance de ce sentiment de solidarité, il s'est développé chez les tutsi un grand rêve, trop beau pour être vrai. Il consistait en "la constitution d'un royaume Hima-tutsi de l'Afrique centrale". Des articles parus dans Kangura et Umuranga en ont déjà parlé. Les agressions qu'a subies le Rwanda (1962-1967) et qu'il subit actuellement depuis le 1^{er} octobre 1990, les différents massacres qui ont frappé les Hutu au Burundi trouvent explication et justification dans ce fameux rêve.

Après s'être rendu compte de leur suprématie militaire sur les rebelles du F.P.R. (Front Patriotique Rwandais) des Inyenzi-Inkotanyi, beaucoup de Rwandais ont cru que la constitution d'un royaume hima-tutsi de l'Afrique centrale était un rêve en train de s'effriter. Erreur colossale! Parce que la promesse faite par Yoweri Museveni, Président de l'Uganda aux réfugiés rwandais tutsi qui l'ont grandement aidé à conquérir le pouvoir est loin d'être promesse d'ivrogne: ce n'est plus les réfugiés rwandais qui attaquent mais bel et bien des soldats ugandais des bataillons les mieux entraînés et équipés dont «Simba Battalion»! En outre le régime BUYOYA qui promet monts et merveilles aux Rwandais n'a jusqu'à présent rien fait de concret qui prouve qu'il a coupé cours à la philosophie ethniste prônée par ses prédécesseurs. Des meetings des manifestations, des recrutements de jeunes qui vont gonfler les rangs des rebelles Inkotanyi en Uganda sont organisés au sud et au vu de tout le monde dans les rues de Bujumbura. Et les récentes provocations que le Burundi a formulé à l'endroit du Rwanda, ça ne veut rien dire? qu'on ne s'y trompe pas! Le rêve ou mieux encore le plan d'un vaste royaume hima-tutsi d'Afri-

KC150576

que centrale est un plan et encore ses chances mais surtout ses atouts de se réaliser. L'Uganda de Museveni le Hima est déjà acquis à la cause des tutsi. Le Burundi de Buyoya le Hima s'est également rangé aux côtés de ses frères tutsi dans une discrétion peu discrète.

Les récentes provocations du gouvernement burundais à l'endroit du Rwanda aux prises avec les tutsi-Inyenzi-Inkotanyi venus d'Uganda ne sont pas le fait du hasard. Ce sont des actes bien médités, provocateurs (malgré leur aspect anodin). Exaspéré et porté au paroxysme de sa colère le Rwanda serait facile-

ment entraîné à ouvrir le feu du Sud.

Une minute de réflexion. La farouche résistance rwandaise face aux rebelles du FPR sur le Front Nord ne serait-elle pas amoindrie si un autre front était ouvert au Sud ? Qu'advierait-il aux rwandais surtout les hutu en proie à des déchirements internes répandus sciemment ou non par certaines formations politiques si une attaque provenait du sud du Rwanda ?

Tel est sans doute, l'un des grands défis que les acrobates diplomatiques rwandais en collaboration avec les forces armées et le peuple devront relever délicatement pour

que le pire ne nous prenne au pourvu. Si non une guerre totale tutsi-mine de rien elle est réelle imminente ! - risque d'éclater toutes parts pour d'abord soumettre le Rwanda et ensuite embraser la région centrale d'Afrique.

Que les peuples bantous en général et hutu en particulier prennent conscience de l'imminence de humiliation, une fois de plus et être pour de bon par les hima- et fassent tout ce qui est en leur pouvoir et savoir pour garder la tête haute.

Mushi N

20 décembre 1

LA PRESSE : QUEL ROLE ?

La presse orale, audiovisuelle ou écrite joue un rôle primordiale dans le développement d'un pays. Mais seulement quand elle ne se départit pas de son objectif premier qui est de former et d'informer la population par une information objective et la recherche constante de la vérité.

Dès lors que les dirigeants et tous les responsables, mandatés par la population pour gérer la chose publique font défaillance sciemment ou par incompetence, la presse, toujours à l'affût, les points du doigt (pour ne pas dire de la plume) et en informe objectivement le peuple.

Il en va de même en politique. Quiconque, qui, par subterfuge, tente d'embarquer la population sur la voie aboutissant à des intérêts personnels ou partisans, ne peut échapper à la vigilance de la presse qui le dénonce d'emblée à ses électeurs qui lui otent toute confiance. Au contraire, celui qui se donne corps et âme pour le bien du peuple se voit encourager par les médias qui lui attirent la sympathie et le soutien de l'électorat.

De nos jours, le Rwanda est très privilégié sur le plan médiatique. En sus des médias officiels, il compte plus d'une soixantaine de titres de journaux et magazines privés. Et la Télévision est pour bientôt. Que de bien le Rwanda pourrait en tirer si cette presse florissante travaillait,

toute, dans l'intérêt du pays, dans le sens du développement national, dans la ligne des ses objectifs fondamentaux définis dans les lignes qui précèdent !

Seulement voilà où le bas blesse : cette pléthore de journaux est loin de travailler toujours dans le sens des intérêts nationaux. Il est des journaux à la lecture desquels on se demande bien à quoi ils veulent en venir en livrant délibérément une information biaisée à leurs lecteurs. Les exemples sont légions. Un seul suffira pour étayer notre thèse. Un journal que nous tirons pour des raisons de convenance personnelle, croit bien faire en informant la population que tel ou tel responsable gère mal son service, qu'il ne vit que par des pots de vin, sans en fournir des preuves irréfutables. Plus grave, écrit ce journal, une très haute personnalité, un ministre en l'occurrence, traite des affaires en dessous de table avec une représentation diplomatique résidente. L'hypothèse est toujours possible. Mais quand on fonde une accusation d'une telle gravité sur des "On dit" que tel ministre aurait accepté des "matabishi" sans aller en profondeur pour y rechercher la preuve et la véracité des faits rapportés, quand on affirme de surcroît que les sources dont on dispose ne sont pas fiables parce que les données ne sont pas très claires "amakuru ntafututse", alors on égare la population en lui fournissant une information tendacieuse.

Au pire, ce faisant, on sème la brèche dans les relations entre deux pays liés par des rapports d'amitié et de franche collaboration.

L'information serait beaucoup plus utile et objective si elle était fondée sur une recherche constante de vérité. Car, dire que telle ambassade est entraînée à engloutir des millions de francs dans des affaires obscures sous forme de pots de vin sans en fournir des preuves irréfutables, c'est se départir de la mission de former et d'informer qui est celle du communicateur que l'on a chargé d'être.

Toutes les représentations diplomatiques étrangères au Rwanda ou rwandaises à l'étranger jouissent d'un statut diplomatique qui leur garantit un certain nombre de privilèges en fonction de leur mission. Alors quel autre avantage inédit une représentation diplomatique pourrait-elle en débloquent des millions sous forme de pots de vin alors que sa mission est précisément promouvoir les relations d'amitié de coopération entre les deux pays par des échanges financiers ? Ce serait absurde et à mon humble avis, invoquer la confidentialité d'un dossier pour pas dévoiler la vérité des faits dans une affaire aussi grave que celle impliquant un membre du Gouvernement et une représentation diplomatique, c'est, ni plus ni moins, la désinformation visant à nuire aux relations entre les pays concernés.

Jean François Nsengiyumva

REACTION DE LA COMMUNAUTE HUTU DE GOMA SUR LES DERNIERS INCIDENTS DE JOMBA/RUTSURU.

La communauté Hutu originaires de Rutsuru et résident à Goma a appris avec indignation le mauvais climat social et politique qui prévaut dans le groupement de Jomba en général et spécialement dans la localité administrative de BUIIAGANA. Pour fixer l'opinion tant régionale que nationale, nous publions dans ce document les points qui suivent:

I. Les causes lointaines de ce mauvais climat;

II. La cause immédiate de ces incidents;

III. Les ébauches de solution au problème Tutsi.

I. LES CAUSES LOINTAINES DE CE MAUVAIS CLIMAT

Depuis qu'ils cohabitent; les HUTU et les TUTSI de Jomba en particulier et ceux de Rutsuru en général n'ont jamais connu un affrontement sanglant opposant une ethnie à une autre. Aussi, les bagarres des voisins ou des membres d'une famille n'ont jamais eu d'ampleur telle que celle qui a opposé messieurs KAMARI et BIZIMANA, tous habitants de NYARUBUYE depuis leur naissance. Cependant, c'est ce qui est arrivé au mois de Novembre 1991. Quelles sont donc les causes lointaines de cette tension et de cet affrontement?

Parmi les nombreuses causes lointaines, il y a lieu de citer celles qui nous paraissent les plus pertinentes. Elles sont les suivantes:

- 1) La malveillance de l'Intelligentsia et du Lobby Tutsi;
- 2) La présence des Troupes du F.P.R./INKOTANYI à la frontière Ougando-Zaïre;
- 3) La mise à nu de la philosophie colonialiste Tutsi;
- 4) Les activités politiques de Monseigneur Faustin NGABU;
- 5) L'opération "Identification des Nationaux" au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Moba de Juin-Août 1991.

1) La malveillance de l'Intelligentsia et du Lobby Tutsi.

Depuis 1959, date de la révolution populaire HUTU au RWA-NDA qui a déversé les Tutsi, ceux-ci ont profité de l'hospitalité légendaire des Bantous du Nord-Kivu et des bourses du H.C.R. (Haut Commissariat pour les Réfugiés) pour entrer dans tous les secteurs de la vie nationale du Zaïre.

Ainsi, dans le domaine politique, les Tutsi ont fait leur entrée dans toutes les institutions politiques jusqu'à la Direction du cabinet du Président de la République. (L'on se souviendra que monsieur BISENGIMANA a été Directeur du Cabinet du Président de la République le Maréchal MOBUTU pendant dix ans). Durant tout ce long mandat, son ultime mission aura été d'effacer les Hutu de la scène politique du Zaïre. C'est ainsi qu'il fera nommer à tous les postes politiques les Tutsi immigrés comme réfugiés en lieu et place des Hutus autochtones. Ayant quitté ce poste vers les années soixantes-dix, il restera dans la sécurité de Mobutu et dans les affaires privées jusqu'à sa mort, mais prendra soin de se faire remplacer par le sieur RWAKABUBA pour jouer le jeu politique des Tutsi. Celui-ci entrera d'abord au Bureau Politique du défunt M.P.R. puis au Comité Central.

Il se fera aussi vassal du Président Mobutu pour gagner sa confiance et le convaincre de ne jamais nommer les Hutu au pouvoir car ils mettraient en difficulté les Tutsi usurpateurs du pouvoir tant politique qu'économique. Dans le domaine politique, on ne peut négliger le rôle joué par Monsieur MUNYAM-PIRWA Pascal (alias Nouveau riche) responsable du H.C.R. à Goma qui, durant tout son mandat se chargera de collecter les fonds pour les plans Tutsi. Pour ces raisons et tant d'autres les Hutus sont restés dans une frustration sur le plan politique jusqu'en Avril 1990. Cepen-

dant, cette frustration n'a pas empêché certains dignes fils de ce pays de dénoncer l'injustice flagrante que connaissent les Hutu du Nord-Kivu. Quelques-uns d'entre eux se sont vus limogés de leurs postes et d'autres punis sévèrement pour manquement grave alors que les causes qu'ils revendiquent sont profondément nationalistes. Afin de réussir aisément dans toute cette entreprise du mal, les intellectuels et hommes d'affaires Tutsi ont toujours travaillé de concert.

Dans le domaine social et économique, point n'est besoin de dire que partout où il existe un propriétaire ou un responsable Tutsi celui-ci prend bien soin de n'engager que des Tutsi partant du poste du Directeur à celui de la sentinelle. Les exemples des institutions de l'Eglise Catholique (Diocèse de Goma/Nord - Kivu, l'ACOGENOKI, SABAGO, les hôtels comme Grands-Lacs, Masques, Zaïre - Safari, le détournement de la Coopération Canadienne en leur faveur sont éloquentes en eux-mêmes. Cette situation crée aussi une tension permanente des fils du Nord-Kivu en général et des Hutus en particulier qui se voient refusé d'accéder aux postes dans les services dirigés par les Tutsi. C'est ce qui attise encore la méfiance de toutes les autres ethnies envers l'ethnie Tutsi.

Dans le domaine culturel, la falsification de l'histoire et de la culture Hutu par les Tutsi n'a pas aussi oeuvré pour un bon climat dans le Nord-Kivu. Il faut rappeler que les Tutsi ont créé de toute pièce une tribu qui n'existe pas; la tribu des Banyarwanda. La tribu Banyarwanda n'existe nulle part en Afrique mais on l'évoque pour créer délibérément la confusion. Il en est de même du fait que lorsque les Tutsi avaient remarqué qu'ils avaient perdu leur langue à l'instar des autres nomades du monde, ils ont cherché vainement à convaincre le monde qu'il existe une langue "Kinyarwanda". L'opinion doit savoir qu'il n'y a que

le KIHUTU qui existe comme langue des Bahutu tout comme les Nande parlent le kinande, les Hunderes le kihunde... Cette réalité culturelle pourtant irréfutable ne cesse d'attiser leur haine.

2) La présence des troupes du F.P.R./INKOTANYI à la frontière Ougando - Zaïroise de Jomba.

Il y aura bientôt une année depuis que les troupes des Inkotanyi ont vainement essayé d'entrer au Rwanda en passant par le parc des Volcans. Lorsque l'échec fut consommé, les assaillants ont créé une base à quelques kilomètres de la frontière ougando-zaïroise sur le territoire ougandais. Ces Inkotanyi ont été depuis lors ravitaillés par leurs frères Tutsi d'où le recrutement continue à se poursuivre même jusqu'aujourd'hui. Les paisibles paysans de la zone de Ruturu ont remarqué cela à partir du moment où les rescapés de la guerre et les évadés entraient dans le groupement de Jomba. L'un après l'autre, les rescapés posaient des questions identiques aux paysans pour savoir où seraient les vaches de MUSONERWA, de RWAKABUBA ou de tout autre Tutsi. Ces Inkotanyi déserteurs étaient soit Burundais, soit Rwandais, soit Tanzaniens ou Ougandais, soit Zaïrois de Goma ou de Masisi (Bibwe). Ce qui a davantage attiré l'attention des paysans Hutu sur ce problème est la sympathie spontanée manifestée chaque fois par les familles Tutsi de Ruturu envers les Inkotanyi fuyards du Front. Ensuite chaque fois — et c'est encore le cas jusqu'aujourd'hui — qu'un Hutu zaïrois avait un problème avec un Tutsi vivant au Zaïre, il devait (et doit) se garder d'arriver en Ouganda sous peine d'être soumis à la violence physique allant jusqu'à la mort, par les Tutsi de l'Ouganda.

D'autres faits ont également attisé cette tension dans le groupement de Jomba. Il y a d'abord le collecte des fonds des vivres et des médicaments sur le territoire zaïrois par les Tutsi résident au Zaïre en fa-

territoire Rwandais à partir de l'Ouganda voisin dont le bruit se fait entendre jusqu'à une vingtaine de kilomètres au Zaïre ont créé un désarroi dans le cœur du dernier Hutu favorable aux Tutsi. Il y a également la mort du jeune RUGAYA qui est un Zaïrois tué par les Inkotanyi en Ouganda. Curieusement, ce cas est resté sous silence. Ce qui n'a fait qu'attiser davantage la tension.

3) La mise à nue de la philosophie colonisatrice Tutsi.

Dans la vie sociale des Tutsi, ils se sont toujours fait des illusions d'être des Seigneurs et que les autres sont leurs vassaux. Ils négligent même les travaux de terre. Durant la deuxième République, ils ont évité les travaux collectifs dont le "Salongo" les laissant aux seuls Hutu dans le groupement de Jomba. Ces travaux consistaient en la construction des écoles, dispensaires, et à l'aménagement des routes. Ensuite, comme on le sait, chaque village de Jomba dispose d'un "Kipoy" pour le transport des malades. Mais on n'a jamais vu un Tutsi aider à transporter un malade Hutu. Par contre chaque fois qu'un Tutsi tombait malade, il n'y avait que les Hutu à qui les Tutsi faisaient appel instantanément pour le transporter. Même pour enterrer leurs morts, les Tutsi faisaient toujours recours aux Hutu.

Les Hutu de Jomba connaissant tout cela n'en faisaient pas de problèmes mais la goutte d'eau qui a pu déborder le vase c'est du fait que les paysans Tutsi, ivres d'alcool ne cessaient de chanter leur victoire prochaine comme s'ils étaient en guerre. Les paysans Tutsi prétendaient connaître le plan diabolique et féodal de la constitution de l'Etat des Volcans.

4) Les activités politiques de Monseigneur NGABU Faustin

Monseigneur NGABU, pasteur endiablé, s'est livré deux activités politiques anti-Hutu en faveur de ses frères Tutsi depuis qu'il est à la tête du Diocèse de Goma. Dans le cadre de ses activités il procède ré-

prêtres non-Tutsi dans les paroisses. Dans les séminaires, il garde presque exclusivement des séminaristes Tutsi tout en renvoyant ceux des autres ethnies sous prétexte qu'ils n'ont pas de vocation. Dans les écoles, il permute intempestivement les Directeurs et Préfets Hutu dans l'espoir de les décourager et de cette manière, obtenir leur démission. Ses sermons ont pour orientation constante la protection des Tutsi.

En dehors de ces injustices qu'il commet au vu et au su des chrétiens impuissants devant lui, et au nom de son apostolat, Monseigneur NGABU rend régulièrement des visites d'encouragement aux familles Tutsi même les plus reculées de Jomba. En effectuant de telles missions, il prend toujours soin de laisser son véhicule à distance et se fait toujours accompagner des sœurs Tutsi. Ces visites ont pour but de livrer des informations à ses frères Tutsi et de leur donner des stratégies à adopter pour éliminer soit physiquement soit politiquement ou socialement les Hutu et nos frères d'autres tribus notamment les Hunderes. Monseigneur NGABU rend aussi des visites aux familles pro-Tutsi, visites de persuasion pour les convaincre de leur soumission aux Tutsi. C'est ainsi qu'il a obligé certains d'entre eux d'être des membres de son parti politique le CERECA créé sans doute par son imagination assez fertile pour l'mal. Monseigneur NGABU va plus loin en effectuant des voyages en Ouganda pour contacter l'Evêque Tutsi BARNABAS de KABAR qui garde les armes des INKOTANYI.

Il combat également avec toute son énergie la MAGRIVI (Mutuel Agricole des Virunga) dont on connaît le nationalisme de ses membres. Il utilise des fonds de l'Eglise aux activités politiques et aux fins de guerre des Inkotanyi. Alors que la tension montait dans la localité Butagana Monseigneur NGABU a ordonné la fermeture de toutes les écoles catholiques de Jomba et tous leurs internes excepté le séminaire composé exclusivement de Tutsi. L'opinion devra savoir toutes les autres écoles du grou-

gient de Jomba ont continué à fonctionner normalement. Il a enfin organisé l'arrestation du Chef de groupement SEGIHOBE alors qu'était innocent dans cette affaire.

5) L'opération "Identification des Nationaux" au Nord-Kivu, dans le Sud-Kivu et à Moba.

Cette opération était nécessaire pour distinguer les nationaux des étrangers dans ces régions dont on sait que la confusion y était totale pendant la deuxième République. Cependant elle a contribué à créer un climat d'animosité entre les deux catégories ainsi distinguées. Dès lors, les Tutsi n'ont jamais pardonné toutes les personnes qui ont été mêlées de près ou de loin dans cette opération "Identification des Nationaux". Pour les Tutsi, toute personne qui a été membre d'un bureau de recensement comme témoin ou comme recenseur est à liquider politiquement ou physiquement. On se souviendra que toutes les manœuvres montées par eux pour tricher ont été découvertes.

II. LA CAUSE IMMEDIATE DE CES INCIDENTS.

Les incidents de Jomba du mois de Novembre dernier ont provoqué une forte tension dans toute la zone de Rutshuru et à Goma. Il importe de savoir la cause immédiate de cette tension. A la base, il y a eu le bruit provoqué par une arme lourde des Inkotanyi vers le Rwanda voisin. Après ce tir, monsieur BIZIMANA (Hutu) s'est plaint auprès de Mr KAMARI (Tutsi) qui était avec lui. Il lui dit à peu près ceci: "A quand la fin de la guerre que les Inkotanyi imposent au Rwanda? Est-ce qu'elle ne finira que quand les Rwandais ne seront plus?" Face à ces interrogations, Mr KAMARI a senti que son interlocuteur mettait en tort ses frères et s'est senti lui-même interpellé ou concerné. Au lieu de répondre verbalement, il a trouvé bon de lui donner des coups de poings. BIZIMANA répliqua mais comme il se trouvait en plein milieu des Tutsi, tous les frères de KAMARI se sont rués sur lui. Le pauvre BIZIMANA fut alors sé-

rieusement tabassé par les Tutsi qui lui cassèrent un rein. Après cela, les Tutsi l'acheminèrent auprès des agents du SNIP/BUHAGANA pour le présenter comme étant un tribaliste prêchant la haine contre les Tutsi. Les agents du SNIP trouvant que les Tutsi s'étaient rendu justice eux-mêmes, leur demandèrent de rentrer avec leur victime car il était à moitié mort.

Le lendemain, les parents de la victime allèrent se plaindre auprès du chef de groupement SEGIHOBE. Celui-ci en sa qualité de juge a tranché impartialement en demandant à l'agresseur (le Tutsi KAMARI) de payer les frais des soins médicaux à BIZIMANA. Mr KAMARI, au lieu de s'exécuter recourrut à la Gendarmerie. Le Commandant de la gendarmerie corrompu ordonna à ses gendarmes d'administrer soixante coups de matraque à BIZIMANA. Les membres de la famille de ce dernier trouvant qu'il n'y avait plus de justice se révoltèrent et cherchèrent KAMARI pour le battre à leur tour.

Ainsi naquit l'affrontement entre les deux familles qui devra par la suite engendrer des bagarres dans les villages voisins. Il est à noter que durant ces affrontements, il n'y a eu aucun mort et les pertes matérielles demeurèrent mal connues.

III. EBAUCHES DE SOLUTION AU PROBLEME TUTSI.

Pour mieux guérir le mal, il est toujours mieux indiqué de partir de ses racines. Aussi, on ne prétendrait résoudre le problème Tutsi au Nord-Kivu sans l'aborder dans sa complexité. Ainsi, nous pensons que les solutions ci-après peuvent être adoptées pour résoudre une fois pour toutes cet épineux problème. La non application de celles-ci pousserait davantage à la dégradation de la situation. Il s'agit de:

1. Le contrôle sévère des entrées et sorties des Tutsis et leur Evêque à la frontière ougando-zaïroise.
2. La démystification de la ruse Tutsi et la vulgarisation de leur politique impérialiste.

3. Le départ immédiat et sans condition du diocèse de Goma de Monseigneur NGABU.
4. Le retrait des cartes pour citoyen zaïrois et la remise des cartes pour réfugiés à tous les Tutsi.
5. La réouverture immédiate de toutes les écoles Catholiques de Jomba.
6. La mise en liberté et la reprise de ses fonctions du chef de groupement SEGIHOBE.
7. La poursuite judiciaire de tous les Tutsi impliqués dans le recrutement et le ravitaillement des éléments INKOTANYI.
8. Le déplacement immédiat de trois préfets Tutsi des écoles catholiques (Instituts Rutshuru, Nyamilima et Jikaze) situées non loin de la frontière ougando-zaïroise.
9. Contrôler le recrutement des élèves et des professeurs dans les écoles précitées en tenant compte des critères objectifs tel que la nationalité (Contrôle de la fiche d'identification des parents).

Pour la communauté Hutu de Goma:

1. SERUHAGO Victor
2. MANIRAGUHA Janvier
3. KANZE Grégoire
4. BASABOSE Mbangukira
5. KAJANGWA Mateso
6. CHUBAKA Vianney
7. MANIGERA Josaphat
8. SENTABIRE Jules
9. RUSHARI Rurihose
10. SAMVURA Innocent
11. RURIBIKIYE Jean-Pierre
12. SHIRAMBERE Safari
13. NYIRANSABA Joanne
14. TWAMBAJIMANA Charles
15. MVUNABANDI Ildphonse
16. GAKWAVU François

Fait à Goma le 2 Décembre 1991.

Abagize ubwanditsi bwa
KANGURA :

- NGEZE Hassan
- NYABYENDA Issa
- NDEKEZI Bonaparte
- MIRASANO Céléstin
- RUBERA Papias
- SIMBIZI Stany
- HITIMANA Noël

PEUPLES BANTOUS DU MONDE ENTIER UNISSEZ-VOUS.

K0150580

L'article "Afrique Centrale et Orientale: La Guerre Sainte d'une ethnie tyrannique" paru dans Kanguza Magazine/Version internationale No 4 inspire réflexions et interrogations sur l'avenir (sombre) des peuples de l'Afrique Sud-Equatoriale connus sous l'appellation ethnologique de "bantous". En effet, l'auteur révèle que "Tous les tutsi se sont coalisés pour récupérer la "Terre Sainte" au moment où les hutu s'entredéchirent". Il ajoute que le tutsi a une cause ethnique qui constitue une force formidable et invite les hutu à réactiver (s'ils l'ont jamais eue) la leur.

Il existe effectivement un plan diabolique mis au point par l'ethnie tutsi et ses apparentés et visant l'extermination systématique des populations bantoues ainsi que l'extension de l'empire nilotique de l'Ethiopie du Nord-Ouest et de Douala aux affluents du Nil et à l'embouchure de Djouba, du Gabon au Lesotho en passant par les vastes cuvettes du Kongo, les fossés tectoniques de la Tanzanie, les hauts massifs du Kenya, le littoral du cap et la chaîne du Drakensberg. Cette croisade a déjà fait du chemin dans le Kivu, en Uganda du hima Museveni et surtout au Burundi où, je cite l'auteur de l'article supra, "...elle (l'ethnie tutsi) exerce un pouvoir pire que l'apartheid en Afrique du Sud. Les tueries de 1965, 69, 72, 88 et 91 ne sont-elles pas plus macabres et plus parlantes que celles de Charpeville et Soweto"? L'expédition a failli débaptiser le Rwanda en Octobre 1990 déjà; le Kenya et la Tanzanie attendent leur heure imminente. Le Zaïre, éternelle cible, ne devra, lui, son salut qu'à la vigilance de ses Nationaux, les vrais, face à la tutsisation progressive et hautement planifiée de la sous région.

Qu'attendez dès lors ces peuples bantous pour se prémunir contre la menace du génocide

savamment et minutieusement orchestré par les chamitiques avides de sang et de conquêtes barbares et dont les leaders disputent la médaille d'or en cruauté avec l'empereur Néron de Rome, l'ancien roi Mwanga d'Uganda (toujours l'Uganda!) et l'ex-président burundais, Michel Micombero? Primo, les hutu et les populations de même souche tribale devraient d'abord prendre conscience du danger ci-haut évoqué qui les guette puisqu'il a été maintes fois constaté que, par naïveté ou ignorance, ils y demeurent pratiquement insensibles. Ils ne comprennent la réalité que trop tard, c'est à dire lorsque leurs squelettes se bousculent, vifs ou morts, dans des fosses communes préalablement creusées. Même au Rwanda où les cicatrices d'un pouvoir féodo-monarchique tutsi le plus sanguinaire sont encore fraîches, de nombreux hutu sont eux aussi profondément plongés dans une somnolence infantile. On se rend même drolement compte qu'en cette guerre déclenchée par les tutsi, uniquement par eux, sous le couvert déloyal du fameux problème de réfugiés, des irresponsables pointent cyniquement du doigt un adversaire qui n'en est pas un. Pour des raisons électorales certains politiciens flirtent même sans vergogne avec l'ennemi du peuple hutu. De leur côté les hutu du Burundi -les intellectuels parmi eux en première ligne- ont été, pendant des décennies, aveuglés par une démagogie flatteuse d'une unité interethnique impossible et un semblant d'aveu dorlotant leur inculqués par leurs tombeurs éminemment rusés.

Secundo, il convient de mener une campagne tout azimut à l'échelle planétaire afin que la question soit comprise et débattue dans toute son ampleur. Il n'est en tout cas pas de la faute de l'opinion internationale si celle-ci ne prend souvent pas fait et cause pour les victimes

innocentes des régimes minoritaires et des bandes de criminels incarnés par le FPR et consorts puisqu'elles ne reçoivent que l'information à sens unique, celle lui transmise par les seuls agresseurs et leurs fanatiques.

Il est franchement écoeurant d'assister à une paralysie quasi totale voire complice, des représentations diplomatiques et consulaires rwandaises accréditées à l'étranger ou d'autres services opérant à l'intérieur du pays directement concernés face à une attaque correctement identifiée.

Tertio, des dispositions caractéristiques défensives et dissuasives sont d'ores et déjà à prendre au niveau local d'abord, régional ensuite et en vue de prévenir les effets tragiques d'un holocauste imposé par l'ennemi tutsi qui se complaît dans le carnage des saints.

Force est en outre de regretter aujourd'hui qu'un groupe ethnique potentiellement puissant mais quotidiennement soumis aux sévices les plus atroces ne soit pas à même de se constituer une armée réellement opérationnelle susceptible de le délivrer. Il est enfin révoltant de constater qu'un pays comme le Rwanda dont la population souffre dramatiquement des massacres régulièrement organisés à l'encontre de ses congénères du sud croise les bras et se confie dans un silence morbide sous le principe ridicule de la non-ingérence dans les affaires des autres Etats. Et pourtant derniers abritent, eux, ceux qui nous assaillent et leur accordent un soutien politique, matériel, financier et militaire massif. Chez les Hutu, et par extension les Bantous, l'unité intraethnique reste un mot et c'est cette passivité suicidaire qui les fera périr comme des papillons arrosés d'insecticide!

NDEKEZI Bona
Gi

LES TUTSI VEULENT LE DEPART DE MOBUTU ET DE HABYARIMANA POUR REGNER SUR LA REGION DES GRANDS LACS

K0150581

Le mandat du Chef de l'Etat zaïrois, le Maréchal Mobutu Sese Seko devait en principe expirer le 4 décembre 1991. D'aucuns s'étonnent (des gens mal intentionnés) du fait que le Président Mobutu continue à présider aux destinées du Zaïre.

Le Chef de l'Etat zaïrois a pourtant donné la réponse dans une interview donnée le 20 novembre 1991 à un confrère de la télévision belge d'expression française.

Le Maréchal zaïrois a été clair: "Je peux me retirer si cela vient de moi, mais pas sous pression". Parole d'homme.

Suivant l'article 4 de la constitution, a-t-il poursuivi, le Chef de l'Etat reste en fonction jusqu'à l'élection de son successeur. Contrairement à une certaine presse visiblement manipulée de l'extérieur, le Chef de l'Etat zaïrois ne veut pas rester indéfiniment au pouvoir. Ni

n'oscille entre le désir de se maintenir au pouvoir. Et les prétendus conseils que lui prodigueraient ses proches pour partir pour un exil ne sont que pures spéculations de la part de certains de nos confrères.

Et pourquoi doit-il s'exiler? N'est-ce pas lui qui est parvenu à unir les zaïrois, à leur donner la fierté d'être zaïrois, d'être ... authentique? Le Président Mobutu a par ailleurs le mérite d'avoir pensé à la démocratisation et c'est tout à fait logique qu'il tienne à la conduire jusqu'aux élections.

Le Chef de l'Etat rwandais est confronté presque à la même situation que son homologue zaïrois.

Même si le mandat du Président HABYARIMANA n'a pas encore expiré il doit faire face à des gens (manipulés par l'ennemi) qui veulent son départ forcé pour créer un vide politique en vue d'installer l'anarchie.

Pourquoi diable les tutsis veu-

lent à tout prix le départ de ces deux Chefs d'Etat? La raison est simple. Les tutsis veulent créer un empire à eux dans notre sous région. Cet empire est connu sous le nom du "Corridor Hima".

Leur plan a jusqu'ici presque bien été mis en exécution. L'Uganda est occupé par un mercenaire hima nommé Museveni, le Burundi est sous la domination tutsie, il y a plus de quatre siècles. Il ne restait plus que le Rwanda et le Zaïre.

Les Tutsis ont voulu asservir le Rwanda en lançant l'attaque du 1er octobre 1990 qui a échoué.

Le Zaïre a vite pris conscience du danger qui menaçait les bantous d'une manière générale et les Hutus d'une façon particulière de l'Afrique centrale et est venu à notre secours. Le danger était écarté! Mais ne dormons pas sur nos lauriers puisque l'ennemi est toujours là et ses plans sont restés intacts.

Qui veut la paix prépare la guerre.

H.J.

PUBLICITÉ

Ubwanditsi bwa KANGURA buramamaza Ishyamba P.D.R. (Parti Démocratique pour la Révolution).

Tumaze kubona ko rubanda nyamwinshi ikomeye ishyamba ryayo riyigeze kuri Demokarasi nyayo, rikayitoza kwivugira no kuvugira abadafite aho bavugira, dusabye abanyarwanda bose mu madini yose, kuyoboka P.D.R. Iryo ishyamba ritangiranye abayoboke benshi mu Rwanda, cyane cyane abashyigikiye ibitekerezo bya Dr. KAYIBANDA Grégoire, byo kurengera inyungu za rubanda nyamwinshi, nibitekerezo bya HABYARIMANA, we ushyigikiye amahoro n'amajyambere.

Abashaka kuba mu buyobozi bw'iryo shyamba, n'abifuza ibisobanuro ku buryo burambuye, nimubaze GISENYI- INFORMATION B.P. 19 GISENYI, cyangwa B.P. 1312 KIGALI. Amahameremezo iryo shyamba rizagenda aho ubu arimo arategurwa n'akanama kabizobereyemo.

Umuko wo kugaya si uw'abanyarwanda. Muzi neza ko hari abashimishwa no kuvugira ko leta zombi ntacyo zakozwe, yaba iya HABYARIMANA yaba n'ya KAYIBANDA. Twebwe icy'ingenzi ni ugushima ibyakozwe n'abategutsi b'u Rwanda kuva twipakurura ingoma ya gihake tukarebera hamwe ukuntu ibyiza byakozwe byakongerwa.

Abazagana iryo shyamba rero muzaze muzi ko tudashinzwe gusebanya no kuba bantamunozu. Muze twunganire abatubanjirije muri Politiki, n'abarangije akazi k'ubusirikare. Ngiryo ishyamba ryanyu, ababuze kivugira nababwirira iki!

KUBERA KO BIMAZE KUGARAGARA KO ABATUTSI BO MU BUGANDA — RWANDA — ZAYIRENO MU BURUNDI BIFUZA KUDUTEGEKA BABINYUJIRE MU'RI CORRIDOR-HIMA, HAGOMBA ABAHUTU BENSHI BAKWIBUMBIRA MURI P.D.R. PARMEHUTU, BYABA NGOMBWA IRYO SHYAMBA RIGAKORANA NA PALIPEHUTU YO MU BURUNDI, BITYO ABAHUTU BOSE BAKABONA AHO BAVUGIRA. NTIBAKOMEZE KWICWA URUBOZO.